

Inventaire des archives de la commune de Chassepierre 1777-1976 (1980)

DELPHINE LANNOY & VINCENT PIRLOT

PRÉFACE DE
SYLVIE THÉODORE

MORTS POUR LA PATRIE.

N° D'ORDRE.	NOM (Par ordre alphabétique).	PRÉNOMS	LIEU DE NAISSANCE.	DATE DE NAISSANCE.	RÉGIMENT dans lequel il a servi pendant la guerre GRADE	LIEU DE LA MORT (Pour les disparus, lieu présumé).	DATE DE LA MORT.	OBSERVATIONS. Si possible, indiquer la cause de la mort : au feu, suite de blessures, etc.
1° Miliciens et volontaires de carrière (avec prime ou autres). Sur les champs de bataille ou en captivité.								
	Chenot	Elie	Chassepierre	28 août 1893	6 ^{me} Régiment de Tirailleurs Municipal de Liège	Gyphardboeck	20 septembre 1918	plusieurs fois blessé, dans 3 combats et des fois par balles et obus.
	Chazy	Evan	Andenne	5 mai 1894	caporal 18 ^{me} de ligne	Arbemi à Nethun, Prusse, le 8 novembre 1918		admis par mitrailleur en service et postérieurement.
	Maicolat	Paulin	Chassepierre	6 février 1894	2 ^{me} Régiment de ligne	à la maison de Postes	le 29 novembre 1915	à l'abri au front de la ligne de Chassepierre.
	Chéovre	Delva	Chassepierre	15 janvier 1897	T.P.C. de la division de cavalerie	buschayenboeck	le 6 avril 1918	Entièrement obusé, exécuté sans travail de défense.
2° Volontaires de guerre. (Sur les champs de bataille ou en captivité).								
	Blauwe	Méromurine	Chassepierre	18 mai 1890	10 ^{me} Régiment de ligne	Hôpital à Calais	2 mai 1915	suite de maladie, très léthargique
	Hebrant	Hubé	Belœil	19 octobre 1894	entraîné avec 26 ^{me} Régiment de ligne	font d'Arbent	28 septembre 1918	très malade, suite de blessures et de fatigue.
3° Déportés.								
	Chenot	Michel Auguste	Chassepierre	2 juillet 1866	habitant de Cury et inhumé à Cury		26 août 1918	habitant de Cury, arrêté le 26 août 1918 et déporté à Cury, inhumé dans un terrain à Cury.



INVENTAIRE DES ARCHIVES DE
LA COMMUNE DE CHASSEPIERRE

1777-1976 (1980)

ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON

INVENTAIRES

87



Naamsvermelding - Niet Commercieel - Geen Afgeleide Werken

CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/nl/>

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification

CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

ISBN : 978 90 5746 829 2

Archives générales du Royaume

D/2015/531/077

Numéro de commande: Publ. 5532

Archives générales du Royaume

2 rue de Ruysbroeck

1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications peut être obtenue gratuitement sur simple demande (publicat@arch.be) et est également consultable sur notre page électronique (<http://arch.arch.be>).

Numéro de l'instrument: AEA 194

Inventaire des archives de
la commune de Chassepierre

1777-1976 (1980)

Delphine LANNOY & Vincent PIRLOT

Préface de
Sylvie THÉODORE

Bruxelles
2015

INDICATIONS SOMMAIRES POUR L'UTILISATION

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être commandées via un terminal se trouvant dans la salle de lecture et moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence, mentionnez ici :

AEA 194

Le document doit être désigné par sa cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Restrictions en matière de consultation

Les archives de plus de 100 ans (120 ans pour les registres de la population) composant le présent instrument de recherche sont consultables sans restriction. Les documents de moins de 100 ans (120 ans pour les registres de la population) ne sont consultables qu'après autorisation du Collège communal de Florenville, successeur en droit de la commune de Chassepierre.

Références aux archives

La première fois, on citera le fonds avec son nom complet. Ensuite, on pourra utiliser une référence abrégée.

Complet : ARCHIVES DE L'ÉTAT À ARLON, *Administration communale de Chassepierre*, n° [cote de l'article].

Abrégé : AÉA, *Com. Chassepierre*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	9
DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	11
I. IDENTIFICATION	11
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	11
A. Producteur d'archives	11
1. <i>Nom</i>	11
2. <i>Historique</i>	11
3. <i>Compétences et activités</i>	12
4. <i>Organisation</i>	13
B. Archives	14
1. <i>Historique</i>	14
2. <i>Acquisition</i>	15
III. CONTENU ET STRUCTURE	15
A. Contenu	15
B. Sélections et éliminations	18
C. Accroissements/compléments	18
D. Mode de classement	19
IV. CONSULTATION ET UTILISATION	20
A. Conditions d'accès	20
B. Conditions de reproduction	20
C. Langues des documents	21
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	21
A. Documents apparentés	21
B. Bibliographie	22
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	23
INVENTAIRE	25
I. GÉNÉRALITÉS	25
A. Publication et affichage des règlements et arrêtés	25
B. Répertoire des actes passés devant le bourgmestre	25
C. Correspondance générale	25
D. États généraux, enquêtes, statistiques générales	25
E. Séries concernant la responsabilité, le contentieux et les actions en justice	26
II. ORGANISATION ET PERSONNEL	26
A. La commune en tant qu'entité administrative	26
1. <i>Création, suppression, dénomination</i>	26
2. <i>Territoire</i>	26

B.	Organisation et membres des organes politiques	26
1.	<i>Conseil communal</i>	26
2.	<i>Collège des bourgmestre et échevins</i>	27
3.	<i>Bourgmestre</i>	27
C.	Personnel des services	27
1.	<i>Statut du personnel, traitement et autres règlements</i>	27
2.	<i>Documents concernant les effectifs, registres du personnel et autres états généraux</i>	27
3.	<i>Dossiers du personnel administratif et technique</i>	27
III.	GESTION DU PATRIMOINE	27
IV.	FINANCES ET FISCALITÉ	31
A.	Généralités	31
B.	Comptabilité du secrétariat	31
1.	<i>Budgets et annexes</i>	31
2.	<i>Registres de comptabilité</i>	33
3.	<i>Documents concernant les emprunts</i>	34
4.	<i>Documents concernant les placements</i>	34
C.	Comptabilité du receveur	34
1.	<i>Registres de comptabilité</i>	34
2.	<i>Comptes et pièces justificatives du receveur ordinaire</i>	35
3.	<i>Documents concernant l'entrée en fonction du receveur</i>	37
4.	<i>Documents concernant les impositions et taxes</i>	37
V.	ÉTAT CIVIL	40
A.	Généralités	40
B.	Registres de l'état civil et tables	40
C.	Documents concernant les cimetières et les funérailles	40
D.	Autres documents concernant l'état civil	41
VI.	POPULATION	41
A.	Généralités	41
B.	Registres de la population et autres documents concernant le mouvement de la population	42
C.	Recensements et autres états de la population	44
D.	Cartes d'identité et passeports	44
VII.	ÉLECTIONS	44
A.	Listes électorales et listes dérivées	44
B.	Documents concernant la révision des listes électorales	45
C.	Dossiers des élections	46
VIII.	AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES	46
A.	Généralités	46
B.	Service militaire	46
1.	<i>Circonscription et volontaires (1798-1813)</i>	46
2.	<i>Milices et volontaires</i>	47
a.	1817-1923	47
b.	À partir de 1924	47
C.	Milices bourgeoises	48
1.	<i>Garde civique (1830-1921)</i>	48

D. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	49
E. La guerre et ses conséquences	49
1. <i>Guerres napoléoniennes</i>	49
2. <i>Guerre franco-prussienne</i>	49
3. <i>Deuxième Guerre mondiale</i>	50
IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	50
A. Services de police.....	50
1. <i>Personnel</i>	50
2. <i>Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics</i> ...	51
3. <i>Missions de police administrative concernant la sécurité publique</i>	51
4. <i>Missions de police judiciaire</i>	51
X. SANTÉ PUBLIQUE.....	52
A. Exécution des tâches communales	52
1. <i>Lutte contre les maladies</i>	52
2. <i>Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce</i>	52
3. <i>Police sanitaire des animaux domestiques</i>	52
4. <i>Analyse de l'eau potable</i>	52
5. <i>Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes</i>	52
6. <i>Autres préoccupations concernant l'environnement</i>	53
XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME.....	53
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	53
1. <i>Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux</i>	53
2. <i>Bâtiments affectés à la sécurité et à l'ordre publics</i>	53
3. <i>Bâtiments affectés à l'enseignement</i>	53
4. <i>Bâtiments affectés au culte</i>	54
5. <i>Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.)</i>	54
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, ...)	54
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	56
D. Travaux concernant les services d'utilité publique	56
1. <i>Distribution d'eau</i>	56
2. <i>Distribution d'électricité</i>	57
3. <i>Éclairage public</i>	57
4. <i>Téléphone</i>	57
E. Aménagement du territoire	57
F. Protection des monuments et sites	58
XII. ENSEIGNEMENT.....	58
A. Généralités	58
B. Cadre général	58
C. Organisation	58
D. Équipement	59
E. Personnel.....	59
F. Finances	59
G. Obligation scolaire	59
H. Activités scolaires spéciales.....	60

I. Avantages sociaux.....	60
1. <i>Fondation Blondiaux et Warlomont</i>	60
2. <i>Fondation Marci</i>	61
XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS	61
A. Culture.....	61
1. <i>Bibliothèque communale</i>	61
a. Personnel	61
B. Sport, divertissements, festivités, activités pour la jeunesse, tourisme.....	61
1. <i>Divertissements</i>	61
2. <i>Distinctions et commémorations</i>	62
3. <i>Sport</i>	62
4. <i>Syndicat d'initiative et tourisme</i>	62
XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE.....	62
A. Agriculture et sylviculture	62
B. Élevage.....	62
C. Commerce	63
D. Circulation et moyens de communication.....	63
XV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	63
A. Mesures sociales	63
1. <i>Aide alimentaire</i>	63
2. <i>Chômage</i>	63
3. <i>Fondation</i>	63
4. <i>Pensions</i>	64
XVI. TUTELLE SUR LE C.P.A.S. ET SES PRÉDÉCESSEURS EN DROIT	64
A. Bureau de bienfaisance	64
1. <i>Généralités</i>	64
2. <i>Finances</i>	64
3. <i>Exécution des tâches</i>	65
B. Commission d'assistance publique.....	65
1. <i>Cadre général</i>	65
2. <i>Personnel</i>	66
3. <i>Finances</i>	66
4. <i>Exécution des tâches</i>	69
XVII. RELATIONS AVEC LES CULTES RECONNUS.....	69
A. Fabrique d'église de Chassepierre	69
1. <i>Personnel</i>	69
2. <i>Finances</i>	69
TABLE DE CONCORDANCE.....	73

PRÉFACE

Pour écrire la petite et la grande Histoire et ainsi entretenir et donner sens au travail de mémoire (je pense par exemple aux commémorations pour le 100^e anniversaire de la Guerre 1914-1918), encore faut-il pouvoir consulter des sources de premier ordre : les archives de l'Administration communale.

Étant donné la valeur administrative, juridique et historique de ces documents, il s'agissait de prendre un maximum de précautions afin de garantir leur sauvegarde mais aussi leur accessibilité, dans le respect des législations en vigueur. C'est ainsi que le Collège communal a décidé, en 2011, de déposer l'essentiel de ses archives antérieures à 1977 aux Archives de l'État à Arlon.

Insistons sur le fait qu'il s'agit bien d'un « dépôt » d'archives, ce qui d'un point de vue juridique signifie que la Commune reste propriétaire de ses documents. Le Collège communal reste d'ailleurs seul compétent pour autoriser la consultation des archives communales de moins de 100 ans ou 120 ans.

Si le dépôt des archives en lui-même est gratuit, les Archives de l'État ont demandé que des inventaires des documents transférés soient dressés. La publication que vous tenez entre les mains fait suite à celle de Fontenoille publiée en 2014 ; les inventaires de Villers-devant-Orval, Florenville, Lacuisine, Sainte-Cécile et Muno sortiront de presse dans les meilleurs délais.

D'une pierre, nous avons fait plusieurs coups : à l'aide de moyens limités, la collaboration entre la Commune de Florenville, les Archives de l'État, le Collège provincial et l'Institut archéologique du Luxembourg – que je remercie vivement - a permis de libérer de la place pour que notre Administration communale puisse faire face à ses obligations légales à venir. En outre, cette collaboration garantit la pérennité des archives communales, qui peuvent désormais être consultées et valorisées dans les meilleures conditions possibles par les nombreux passionnés d'histoire locale et par l'ensemble des chercheurs. Il s'agissait là d'un préalable indispensable pour pouvoir écrire la petite et la grande Histoire de notre Commune.

Sylvie THÉODORE
Bourgmestre

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

Référence: BE AEA, Com. Chassepierre (521 – 340)
Numéro de l'instrument : AEA 194
Nom: Archives de la commune de Chassepierre
Dates: 1777-1976 (1980)
Niveau de description: Fonds d'archives
Importance matérielle: 1144 articles (9,46 mètres linéaires)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Administration communale de Chassepierre

2. HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion de la Belgique (1^{er} octobre 1795) par la France, avait instauré des « municipalités de canton ». Entre 1795 et 1800, Chassepierre dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Florenville, chef-lieu de canton, constitue la municipalité de canton¹. En application de la loi concernant la division du territoire français et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Chassepierre devient une commune à part entière².

La commune fait partie du département des Forêts. Toutefois, entre les arrêtés du 12 septembre 1814 et du 17 novembre 1814, elle est attachée au département de Sambre-et-Meuse. Suite à l'arrêté royal du 2 janvier 1823, sous le Régime hollandais, la commune est transférée de l'arrondissement administratif de Neufchâteau (1800-1823) à celui de Virton. Au niveau de la milice, la commune dépend du canton de Florenville. La commune relève successivement des arrondissements judiciaires d'Habay-la-Neuve (1796-1800), de Neufchâteau (du 18 mars 1800 au 12 septembre 1814), de Saint-Hubert (du 12 septembre 1814 au 17 novembre 1814), de Neufchâteau (1814-1839) et enfin d'Arlon (à partir du 6 juin 1839).

¹ Réunissant les sections de Les Bulles, Chassepierre, Chiny, Florenville, Fontenoille, Izel, Jamoigne, Lacuisine, Martué, Morte han, Moyen, Muno, Sainte-Cécile, Suxy, Termes et Villes-devant-Orval.

² VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen*, Louvain, 2000, 3 vol. (principalement t. 2, p. 1112 et t. 3, p. 1400).

En 1823, la commune se compose des hameaux de Chassepierre, Azy, Laiche et Menil³.

En 1887, le territoire du hameau de Davihat est séparé de la commune de Lacuisine et est réuni à la commune de Chassepierre⁴.

En 1974, la commune, qui s'étend sur un peu plus de 1473 hectares, compte 431 habitants répartis comme suit : 176 à Chassepierre, 35 à La Barrière, 5 à Mon Idée, 36 à Azy, 19 à la Route de Bouillon, 11 à Le Breux, 8 à Le Ménil, 6 à Froids-Vents, 1 à Mersinhat et 134 à Laiche⁵.

Le 10 mai 1973, le Conseil communal de Chassepierre se prononce sur une circulaire datée du 23 mars 1973 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites. Dans leur délibération, les membres du Conseil s'opposent à toute fusion de communes, mais marquent, toutefois, « en cas de fusion obligatoire, un intérêt pour une fusion avec la commune de Florenville comme centre »⁶.

Le 9 septembre 1974, la fusion de Chassepierre, Florenville, Fontenoille, Lacuisine, Muno, Sainte-Cécile et Villers-devant-Orval est proposée dans une circulaire du Ministre de l'Intérieur⁷. Le 11 octobre 1974, le Conseil communal s'oppose de nouveau à cette fusion, mais plus largement encore à la fusion des communes dans son principe. Les conseillers signalent qu'en cas de fusion obligatoire, ils souhaitent, à l'unanimité, et pour des raisons constructives, « le rattachement de Chassepierre à Florenville dans l'optique d'une fusion cantonale ». Ils motivent le principe de fusion cantonale par « la nécessité pour l'administration d'occuper une position centrale dans les limites de la nouvelle commune envisagée, la nécessité de neutraliser les chances de minorisation des sections par la commune centre, en leur donnant la possibilité par un plus grand nombre de population globale d'obtenir une meilleure représentativité dans le nouveau Conseil communal » et par « l'impératif économique de n'investir en nouveaux complexe et équipements d'incendie, sanitaires, scolaires, administratifs, sportifs, culturels, touristiques ou autres qu'à l'échelon cantonal plutôt qu'à l'échelle de communes plus nombreuses ». Les conseillers, en cas de fusion, souhaitent également que le nom donné à la nouvelle entité soit un nouveau nom, « lequel fera point de départ et date dans l'histoire de la nouvelle commune »⁸.

Le 1^{er} janvier 1977, la commune de Chassepierre est fusionnée avec les communes de Florenville, Fontenoille, Lacuisine, Muno, Sainte-Cécile et Villers-devant-Orval pour former une nouvelle entité portant le nom de Florenville.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le pouvoir communal est, par nature, limité aux intérêts strictement locaux. L'article 49 du décret relatif à la constitution des municipalités du 14 décembre 1789 précise que les corps municipaux auront deux fonctions principales à remplir : les unes sont propres au pouvoir municipal ; les autres à l'administration générale de l'État qui les leur délègue.

Il ne peut être question, dans l'introduction du présent inventaire, de reprendre en détail les compétences spécifiquement confiées aux communes et leur évolution (voir ci-dessous les

³ TANDEL É., *Les communes luxembourgeoises*, t. III : *L'arrondissement de Virton*, 1890, p. 861-892.

⁴ Extrait du *Moniteur belge* du 15 juillet 1887 (consulter le n° 31 du présent inventaire).

⁵ Réponse au questionnaire n° 1 sur la fusion (consulter le n° 18 du présent inventaire).

⁶ Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal en date du 10 mai 1973 (*Idem*).

⁷ Courrier émanant de la Direction générale des institutions régionales et locales (*Idem*).

⁸ Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal en date du 11 octobre 1974 (*Idem*).

17 principales rubriques du cadre de classement utilisé pour les archives communales). Mentionnons simplement l'article 50 du décret susmentionné : « Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus des villes, bourgs, paroisses et communautés; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics »⁹. Ces attributions ont peu évolué au cours des XIX^e et XX^e siècles, du moins d'un point de vue strictement juridique. Ces fonctions et attributions seront explicitées et précisées par la loi communale du 30 mars 1836, qui règle aussi le mode de désignation des conseillers, bourgmestre et échevins. Pendant plus de 150 ans¹⁰, la législation ne connaîtra pas de changements fondamentaux.

4. ORGANISATION

Nous ne développerons pas ici l'organisation d'une administration communale en général¹¹. Quant à celle de l'ancienne commune de Chassepierre en particulier, elle reste encore à écrire.

Pour ce faire, le chercheur dispose de différentes sources. Pointons plus particulièrement la série des *Rapports annuels sur la situation des affaires de la commune* conservée aux Archives de l'État Arlon dans le fonds du Gouvernement provincial¹². Ces rapports se subdivisent en 12 rubriques (population, administration communale, finances communales, institutions de bienfaisance, culte, instruction publique, sûreté et hygiène publiques, garde civique et milice, contributions publiques, voies de communication et régime des eaux, agriculture, objets divers). Outre ces rapports, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Conseil échevinal sont une source importante pour l'histoire de la commune.

Différentes sources imprimées sont également disponibles. Il s'agit notamment de l'*Almanach administratif de la province de Luxembourg* (1891-1922), qui devient à partir de 1923 l'*Annuaire administratif de la province de Luxembourg* et de l'*Almanach royal* (1849-1939). Le lecteur y trouvera, année par année, des informations telles que la liste des bourgmestres, échevins et conseillers, le nom du secrétaire et du receveur communal, ceux du commissaire de police, du garde champêtre et des cantonniers, le nombre d'habitants ou encore le montant du cens électoral.

⁹ *Pasinomie*, 1^{ère} série, t. 1^{er}, *Lois françaises*, Bruxelles, 1833, p. 66.

¹⁰ Jusqu'à la nouvelle loi communale, codifiée par l'arrêté royal du 24 juin 1988, ratifié par la loi du 26 mai 1989 (*Moniteur belge* du 3 septembre 1988).

¹¹ Consulter notamment : WYVEKENS H., *Nouveau commentaire de la loi communale du 30 mars 1836 modifié par les lois postérieures et des dispositions du code électoral du 18 mai 1852 qui concernent la commune*, Bruxelles, 1875, 2 vol. ; MACAR A., *Les institutions communales*, dans *Les Nouvelles. Lois pratiques et administratives*, t. 1, Bruxelles, 1933, p. 225-745 ; ou encore, la synthèse de M. VAN AUDENHOVE, *Histoire des finances communales dans l'évolution économique, financière et sociale de la Belgique, 1818-1985*, Bruxelles, 1990, 2 vol.

¹² Dans cette série, les rapports des années 1882, 1909-1912, 1925 et 1930-1937 sont disponibles.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

De 1882 à 1912, les archives sont « bien conservées »¹³. En 1925, les archives sont conservées au bureau communal ; bien que la plupart aient été remises au Gouvernement provincial et que toutes aient souffert durant la guerre. En 1930, les archives sont toujours conservées au bureau communal, « suivant le matériel dont dispose la commune »¹⁴. Un an plus tard, les archives sont classées dans des armoires et des rayons expressément destinés à cet usage. L'Administration communale a également consenti, en 1931, une dépense de 1500 francs afin faire relier les registres de l'état civil et de milice des dix dernières années¹⁵. En 1932, les archives se composent « en ordre principal, des registres paroissiaux, depuis 1663, et des registres aux délibérations du Conseil depuis 1830, quelques feuilles éparses relatant des anciens actes, les comptes communaux depuis plus de cinquante ans »¹⁶. En 1933, il est mentionné que « tous les documents importants qui pouvaient être en commune ont été remis aux archives provinciales à l'exception des registres paroissiaux »¹⁷. En 1937, les archives communales sont toujours conservées au bureau communal¹⁸.

Le 5 juillet 1977, le Collège échevinal de Florenville décide de confier le classement des archives des anciennes communes à l'Union des Villes et Communes belges. Le contrat conclu est approuvé « au montant de 495.000 francs à indexer, soit environ 640.000 francs TVA comprise à l'index en vigueur en août et septembre 1978 »¹⁹. Le 28 mars 1983, le Collège échevinal décide qu'il sera « procédé régulièrement à la mise à jour du classement des archives et des documents de la commune »²⁰. Ce faisant, l'Union des Villes et des Communes propose « une révision et un nettoyage du classement réalisé jadis ; les documents n'ayant plus d'intérêt actuel seront transférés aux archives [de ladite commune] dans les dossiers correspondants »²¹.

Les transformations réalisées à la maison communale, sise rue du Château, au début des années 2000, ont été l'occasion de transférer les archives précédemment conservées dans les greniers dans un local spécialement aménagé à la cave pour accueillir les archives avant et après fusion. Les conditions climatiques qui règnent dans le local sont jugées bonnes et ce dernier est bien entretenu. Ce local donne accès à une pièce annexe qui accueille les documents de l'état civil de moins de 100 ans. Cette pièce, contrairement au local principal, est fermée à clé. L'Administration communale conserve ses archives sur des rayonnages métalliques dans des boîtes à archives. Les indications présentes sur ces boîtes relèvent

¹³ Consulter les rapports dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale sur l'état des affaires de la commune entre 1882 et 1912 (série du Gouvernement provincial conservée aux Archives de l'État à Arlon).

¹⁴ *Rapport dressé pour l'exercice 1930 en exécution de l'article 70 de la loi communale sur l'état des affaires de la commune (Idem).*

¹⁵ *Rapport dressé pour l'exercice 1931... (Idem).*

¹⁶ *Rapport dressé pour l'exercice 1932... (Idem).*

¹⁷ *Rapport dressé pour l'exercice 1933... (Idem).*

¹⁸ *Rapport dressé pour l'exercice 1937... (Idem).*

¹⁹ Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal de Florenville en date du 13 octobre 1978 (Consulter le dossier central « commune de Florenville » conservé aux Archives de l'État à Arlon).

²⁰ Extrait du registre aux délibérations du Collège échevinal de Florenville en date du 28 mars 1983 (*Idem*).

²¹ Convention approuvée par les deux parties en date du 30 mars 1983 (*Idem*).

principalement de la classification décimale adoptée par l'Union des Villes et des Communes. Les registres sont, quant à eux, conservés dans plusieurs armoires métalliques²².

Au début des années 2000, la SPRL CDN-CAIC intervient à la commune pour mettre à jour le classement des archives, mais surtout pour permettre de libérer de l'espace de stockage nécessaire aux services communaux. Lors de cette intervention, la plupart des documents communaux du XIX^e siècle (comptes, documents cadastraux, etc.) et autres documents du XX^e siècle, jugés sans intérêt, ont été jetés dans un conteneur. Une habitante, Annette Biazot, a obtenu l'autorisation de pouvoir enlever dudit conteneur les documents qui lui semblaient les plus intéressants ainsi que de les stocker dans une cave de l'Hôtel de Ville²³.

2. ACQUISITION

Le 30 septembre 2010, le Conseil communal de Florenville approuve la convention de collaboration avec les Archives de l'État à Arlon. Cette collaboration permet notamment l'intervention d'une archiviste au sein de la commune et le dépôt, aux Archives de l'État à Arlon, des archives des anciennes communes de Chassepierre, Florenville, Fontenoille, Muno, Sainte-Cécile, Lacuisine et Villers-devant-Orval. Le transfert des archives de la commune de Chassepierre (13 mètres courants) a eu lieu les 16 et 19 mai 2011 (accroissement enregistré sous le n° 11/039).

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives classées dans ce présent inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Chassepierre entre 1777 et 1976 (1980).

Procédons par grandes séries d'archives :

Finances et comptabilité

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats et factures de toute nature. Les pièces justificatives des comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Les communes sont également propriétaires de biens immobiliers divers. En zone rurale et particulièrement en province du Luxembourg, elles possèdent des bois et des champs, dont l'exploitation directe ou la location leur procurent des revenus parfois substantiels. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. Les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le

²² Rapport intermédiaire de l'inspection effectuée dans les archives de l'Administration communale de Florenville rédigé par Vincent Pirlot et Delphine Lannoy (*Idem*).

²³ *Idem*.

presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers, que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

Cadastre et rôles d'imposition

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière.

Affaires électorales

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges municipaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Avant l'établissement du suffrage universel en 1921, le droit de vote était réservé aux personnes les plus riches. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur la base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises au jugement des tribunaux.

Les registres de la population

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, les conseils provinciaux, les conseils communaux, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socio-économiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres dont la tenue est obligatoire sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. En outre, il peut être tenu des registres auxiliaires (comme le registre des domestiques). Enfin, les règlements imposent la confection et la tenue d'un index ou répertoire des noms des habitants.

Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

Milice

C'est sur base des registres d'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet par l'administration communale sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent dans les archives de l'Administration provinciale ou nationale, conservés aux Archives de l'État.

Voirie et infrastructure

L'administration communale s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable ainsi que de l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

Enseignement

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

Bienfaisance publique

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux Bureaux créés en 1800 succèdent les Commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les Centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus Centres publics d'action sociale en 2004.

Culte

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartiennent à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIX^e et XX^e siècles.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

D'une manière générale, les critères de tri appliqués sont ceux définis dans les 3 tomes des directives et recommandations de Griet Maréchal²⁴.

Les doubles ont été éliminés, à la condition *sine qua non* qu'ils soient rigoureusement identiques aux originaux.

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds de l'ancienne commune de Chassepierre est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État à Arlon (sauf par exemple pour les séries relatives à l'urbanisme, toujours d'usage courant pour les services communaux). En ce qui concerne les dossiers d'urbanisme, les Archives de l'État disposent de l'exemplaire de l'ancienne administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire ; pour des raisons évidentes de sécurité et d'utilité, l'exemplaire communal a donc été conservé à la commune. Il en va de même pour les registres de l'état civil²⁵, dont les Archives de l'État à Arlon conservent le

²⁴ MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*, Bruxelles, 1988 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Studia 1) et MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3, Bruxelles, 2005 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 52 et 53).

²⁵ « L'état civil moderne a été institué en France à la fin du XVIII^e siècle, en vertu du décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, un officier d'état civil qui est généralement le bourgmestre ou un échevin désigné à cet effet, doit consigner dans des registres distincts les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages, c'est-à-dire l'annonce publique faite des mariages qui doivent être célébrés prochainement, cela pour prévenir tout empêchement ou opposition ultérieurs, qui seraient cause de nullité. L'officier d'état civil clôture ses registres en fin d'année et en tient également une copie officielle destinée à être conservée au tribunal de première instance de l'arrondissement, avec la série des registres aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. Aucune modification ultérieure ne peut être apportée aux actes d'état civil sans un jugement du tribunal, visant à corriger une erreur factuelle ou à entériner un changement de nom ou une reconnaissance de paternité éventuelle. Des tables, dressées annuellement ou récapitulatives sur dix ans, facilitent la consultation ». (ANNAERT P., *Les archives des communes rurales du Luxembourg (arrondissements judiciaires de Marche-en-Famenne et de Neufchâteau)*, publié par les Archives générales du Royaume dans la collection des Jalons de la recherche (à paraître)).

double déposé au Greffe du Tribunal de première instance d'Arlon. Quant aux atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et l'atlas des chemins vicinaux, ils sont indispensables au travail des services communaux et ont à ce titre également été conservés à la commune. Les registres aux délibérations du Conseil et du Collège, toujours conservés au sein de l'Administration communale, peuvent également faire l'objet d'un futur versement. De plus, nous ne pouvons exclure le fait que quelques dossiers commencés avant 1976 et toujours utiles pour les services, comme certains dossiers relatifs à des travaux, soient encore conservés dans les bureaux.

D. MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune de Chassepierre étaient classées selon le système employé par l'Union des Villes et des Communes c'est-à-dire la CDN ou classification décimale nationale. Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué a posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif²⁶. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.
- Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
- Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne²⁷. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Gestion du patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections

²⁶ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou *a posteriori*, lors de leur « archivage », par une personne étrangère au service.

²⁷ GADEYNE G., *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 – ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sport et divertissements
- XIV. Développement de la vie économique
- XV. Mesures sociales et réglementation du travail
- XVI. Tutelle sur le C.P.A.S. et ses prédécesseurs en droit
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

À l'intérieur d'une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de population) de **plus de 100 ans** composant le présent instrument de recherche sont consultables sans restriction. Les documents de **moins de 100 ans** ne sont consultables qu'après autorisation du Collège communal de Florenville, successeur en droit de la commune de Chassepierre.

Les registres de population clôturés depuis **plus de 120 ans** peuvent être librement consultés alors que ceux clôturés depuis **moins de 120 ans** ne sont pas consultables. Il est toutefois possible d'obtenir des extraits ou des certificats (de descendance ou de domicile) et ce, à des fins généalogiques, historiques ou scientifiques²⁸.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

Les documents auxquels il est donné accès peuvent être reproduits dans les conditions prévues par le règlement et le tarif en vigueur aux Archives de l'État²⁹. Les pièces dont l'état

²⁸ L'arrêté royal modifiant celui du 16 juillet 1992 relatif à la communication des informations contenues dans les registres de la population et dans le registre des étrangers (*M.B.* du 17 janvier 2014) entré en vigueur le 27 janvier 2014 prévoit une hiérarchie claire des personnes qui doivent donner leur consentement dans le cas des registres clôturés depuis moins de 120 ans. « En premier lieu, il revient à la personne concernée de donner son consentement (si elle est encore en vie et saine d'esprit) ; dans le cas de mineurs, ce consentement doit être donné par les parents ou par le tuteur légal ; si la personne concernée est décédée ou si elle n'est plus saine d'esprit (par exemple, en cas de démence), le consentement doit être donné par l'époux ou le cohabitant légal survivants ; si ce dernier n'est également plus en état d'exprimer sa volonté, ce consentement doit être donné par au moins l'un des enfants ; à défaut de descendants au premier degré pouvant donner leur consentement, celui-ci peut être donné par le Collège des Bourgmestres et Échevins en Région de Bruxelles-Capitale / le Collège communal en Wallonie ; si la demande de consultation porte sur des registres de la population clôturés depuis moins de 120 ans, le demandeur doit introduire une requête motivée auprès de la commune, en déclarant que les informations ne seront utilisées qu'à des fins généalogiques, historiques ou à d'autres fins scientifiques et en mentionnant les éventuelles publications pour lesquelles ces données seront utilisées ; le Collège peut en outre solliciter auprès du demandeur tout renseignement complémentaire destiné à étayer le bien-fondé de la demande ; pour toute consultation de registres de la population clôturés depuis moins de 120 ans et conservés aux Archives de l'État, l'autorisation écrite du Collège doit être présentée au personnel de la salle de lecture »

²⁹ Voir l'arrêté royal du 16 septembre 2011 déterminant les conditions d'accès du public à certains locaux des Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces et les modalités de communication, de consultation et de reproduction des archives y conservées (*Moniteur belge*, 30 septembre 2011, p. 61447-61449).

de conservation laisse à désirer peuvent par conséquent être exclues de toute reproduction par simple décision du chef de service des Archives de l'État.

C. LANGUES DES DOCUMENTS

La langue du fonds est le français.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

Une première source à citer est bien entendu l'état civil. Cette série est conservée à la commune de Florenville et le second exemplaire, en provenance du Greffe du tribunal de première instance d'Arlon, est conservé aux Archives de l'État à Arlon (du moins pour les registres jusqu'en 1960)³⁰. Quant aux registres de l'état civil de l'ancien régime, dits « registres paroissiaux », ils peuvent être consultés sous format électronique dans toutes les salles de lecture des Archives de l'État et à domicile via le site des Archives de l'État³¹.

De nombreux dossiers intéressant directement la commune de Chassepierre peuvent aussi être retrouvés dans les archives des autorités supérieures à l'Administration communale³², principalement, pour les XIX^e et XX^e siècles, le Gouvernement provincial du Luxembourg et le Commissariat d'arrondissement. C'est ainsi qu'un double des dossiers relatifs aux distributions d'eau³³, aux égouts³⁴, aux bâtiments communaux³⁵, aux boisements et aux défrichements³⁶, aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes comme les mines, les minières et carrières³⁷, aux prisons et détenus³⁸, aux chemins de fer³⁹, à la garde civique⁴⁰,

³⁰ Ces registres ont été inventoriés dans : DELMER F., DENONCIN M., HANNICK P. & PIRLOT V., *Inventaire des archives du tribunal de première instance d'Arlon. Tribunal civil : documents de l'état civil (an IV-1950)*, Bruxelles, 2007, p. 74-79 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 56).

³¹ Pour accéder aux registres paroissiaux et aux registres de l'état civil numérisés, consulter : Archives de l'État en Belgique, *Registres paroissiaux* [en ligne]. Disponible sur <<http://search.arch.be/fr/tips/98-registresparoissiaux>> (consulté le 19 février 2014) et Archives de l'État en Belgique, *État civil* [en ligne]. Disponible sur <<http://search.arch.be/fr/tips/101-etat-civil>> (consulté le 19 février 2014).

³² Pour les archives de la Préfecture du département des Forêts, couvrant la période 1793 à 1817, consulter : BOURGUIGNON M., *Inventaire des archives de l'administration du département des Forêts*, Bruxelles, 1969, (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 17).

³³ DENONCIN M. et PIRLOT V., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des distributions d'eau (1831-1990)*, Bruxelles, 2008 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 57).

³⁴ DENONCIN M. et PIRLOT V., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des égouts (1843-1998)*, Bruxelles, 2007 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 51).

³⁵ BISTER T., PIRLOT V. et PIRON C., *Inventaire de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des bâtiments communaux (1825-1988)*, Bruxelles, 2007 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 49).

³⁶ DENONCIN M., MITRI J. et PIRLOT V., *Inventaire des archives du Gouvernement provincial du Luxembourg. Série des boisements et des défrichements (1831-1978)*, Bruxelles, 2009 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 58).

³⁷ DENONCIN M. et PIRLOT V., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série des établissements dangereux, insalubres ou incommodes : mines, minières et carrières (1817) 1830-1990*, Bruxelles, 2007 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 52).

³⁸ SIZAIRE M.-A. et VAN LEEUW C., *Administration provinciale du Luxembourg. Série : Prisons et détenus (1831-1932)*, Bruxelles, 1988 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 39).

³⁹ VAN LEEUW C., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série : Chemins de fer (1834-1940)*, Bruxelles, 1983 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 31).

⁴⁰ VAN LEEUW C., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série : Garde civique (1830-1914)*, Bruxelles, 1983 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 30).

à la santé et à l'hygiène publique⁴¹, aux transports vicinaux⁴², à la nomination des bourgmestres, aux obligations de milice, aux cimetières, etc. devait être transmis au Gouvernement provincial.

Mentionnons également la présence de documents relatifs à Chassepierre dans les archives de la Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre⁴³, de la Direction générale de la Législation civile et des Cultes (Service des Cultes et de la Laïcité)⁴⁴, ainsi que de la Direction générale du Travail⁴⁵.

Signalons également l'utilité et l'importance des archives de l'Administration des Eaux et Forêts⁴⁶, des archives des cures⁴⁷, des minutes et des répertoires des notaires ou encore des archives judiciaires⁴⁸.

Des documents ayant trait à la Fondation Marci⁴⁹ peuvent également être consultés aux Archives de l'État à Arlon⁵⁰.

B. BIBLIOGRAPHIE

Chassepierre sain et sauf ?, Liège, 1976, 102 p.

CORNEROTTE J., *Chassepierre : du haut du clocher, 40 ans vous contemplent*, dans *Luxembourg tourisme*, n° 189, 15 mars 2013, p. 32-35.

DAMAN J.-G., *Notice sur Chassepierre*, dans *Annales de la Société pour la conservation des monuments historiques et œuvres d'art de la province de Luxembourg*, 1861, p. 117-130.

DAMAN J.-G., *Précis historique de la fondation Marci de Chassepierre : avec la biographie de son fondateur*, dans *Annales de la Société pour la conservation des monuments historiques et œuvres d'art de la province de Luxembourg*, 1861, p. 235-281.

LAMBERT R., *Patrimoine : au fil des siècles*, dans *Luxembourg tourisme*, n° 149, p. 19-21.

⁴¹ VAN LEEUW C., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série : Santé et hygiène publique (1830-1939)*, Bruxelles, 1985 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 36).

⁴² VAN LEEUW C., *Inventaire des archives de l'administration provinciale du Luxembourg. Série : Transports vicinaux (1874-1961)*, Bruxelles, 1984 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 33).

⁴³ VANNÉRUS J. et TALLIER P.-A., *Inventaire des archives de la Commission d'enquête sur la violation des règles du droit des gens, des lois et des coutumes de la guerre (1914-1926)*, Bruxelles, 2001 (Archives Générales du Royaume, Inventaires, 298).

⁴⁴ SIX C., *Inventaire des archives du Ministère de la Justice. Direction générale de la législation civile et des Cultes. Service des Cultes et de la laïcité. Bâtiments du culte catholique ([1809] 1830-2002)*, Bruxelles, 2012 (Archives Générales du Royaume, Inventaires, 529) ; DEPOORTERE R. et SAOUDI N., *Inventaire des archives du Ministère de la Justice. Direction générale de la Législation civile et des Cultes. Archives des services des Cultes, Dons, Legs et Fondations*, Bruxelles, 2002 (Archives Générales du Royaume, Instruments de recherche à tirage limité, 562).

⁴⁵ KIRCA S. et VAN DAMME I., *Handels- en nijverheidstelling van 1930. Recensement commercial et industriel de 1930*, Bruxelles, 1995 (Archives Générales du Royaume, Instruments de recherche à tirage limité, 300).

⁴⁶ PETIT R., *Inventaire des archives de l'Administration des Eaux et Forêts*, Bruxelles, 1974 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 22).

⁴⁷ PETIT R., *Inventaire des archives des cures déposées aux Archives de l'État à Arlon*, t. I., Bruxelles, 1962, p. 16-17 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 34).

⁴⁸ BOURGUIGNON M., PETIT R. et HANNICK P., *Inventaire des archives des justices subalternes des duchés de Luxembourg et de Bouillon (XV^e-XVIII^e siècles)*, Bruxelles, 2000, p. 46-47 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 44) ; PETITJEAN B., *Inventaire des archives des justices de paix des arrondissements d'Arlon et de Neufchâteau (sauf le canton de Saint-Hubert)*, Bruxelles, 2001 (Archives de l'État à Arlon, Inventaires, 45).

⁴⁹ Consulter les n° 765 à 768 du présent inventaire.

⁵⁰ HANNICK P., *Archives de l'État à Arlon. État des fonds et collections (1995)*, Bruxelles, 1996 (Guides, 25).

- MAILLIEN G., *Auby, Chassepierre, Cugnon, Dohan, Fontenoille, Herbeumont, Les Hayons, Muno, Sainte-Cécile*, Bruxelles, 1973 (Cartes postales d'autrefois, 8).
- MASSONNET J., *Lexique du patois de Chassepierre : Patwas d'Tchèspre*, dans *Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg*, t. 93, 1962, p. 119-364.
- MASSONNET J., *Histoire de Chassepierre et de sa seigneurie*, 2^e éd., Arlon, 1969, VI-471 p.
- MASSONNET J., *Nos vieux soldats de Chassepierre sous Napoléon I^{er}*, dans *Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg*, t. 45, 1910, p. 348-352.
- RENOY A., *L'invention Chassepierre : 40 ans d'art de rue... 1974-2013*, Neufchâteau, 2013.
- ROOSENS H, MATTHYS A. et HOSSEY G., *Chassepierre au passé*, Chassepierre, s.d., 36 p.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

Le présent inventaire a été réalisé au cours des mois de janvier et février 2014 par Delphine Lannoy, attachée scientifique aux Archives de l'État à Arlon. Vincent Pirlot, chef de travaux, s'est chargé de la gestion du projet-pilote dans le Luxembourg « Archives communales » et a pris part aux tâches d'inspection, de tri, de dépôt, de transfert, de classement et de conditionnement des archives ainsi qu'au contrôle de qualité du présent inventaire. Le travail final a été relu par Michel Trigalet, chef du dépôt des Archives de l'État à Arlon. Suite à cette relecture, le n° 711 dans le présent inventaire est devenu vacant et les unités archivistiques n° 19 à 30 ont été placées entre les n° 376 et 377.

Nous tenons à remercier les membres du Conseil communal de Florenville pour la confiance qu'ils nous ont témoignée. Grand merci à Madame Réjane Struelens, directrice générale, et Madame Sylvie Théodore, bourgmestre, qui ont suivi avec attention l'avancement des travaux.

INVENTAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

A. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÉGLEMENTS ET ARRÊTÉS

1. Registre destiné à recevoir les déclarations de publication des règlements et ordonnances du Conseil communal et du Collège en conformité à l'arrêté royal du 15 novembre 1849 et à l'article 102 de la loi communale.
1885-1909. 1 volume

B. RÉPERTOIRE DES ACTES PASSÉS DEVANT LE BOURGMESTRE

- 2-8. Répertoires des actes administratifs.
1825-1877. 4 pièces et 3 cahiers
- | | | |
|----|------------|----------|
| 2. | 1825-1846. | 1 cahier |
| 3. | 1846-1848. | 1 pièce |
| 4. | 1848-1850. | 1 pièce |
| 5. | 1850-1852. | 1 pièce |
| 6. | 1852-1854. | 1 cahier |
| 7. | 1857-1860. | 1 pièce |
| 8. | 1860-1877. | 1 cahier |

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 9-11. Correspondance et autres pièces produites et reçues par l'Administration communale.
1789-1900. 3 liasses
Ces pièces étaient conservées en vrac. Afin d'éviter de démanteler le fonds, aucune réorganisation n'a été effectuée.
- | | |
|-----|------------|
| 9. | 1789-1825. |
| 10. | 1826-1850. |
| 11. | 1851-1900. |

D. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES, STATISTIQUES GÉNÉRALES

- 12-13. Rapports faits par le Collège des bourgmestre et échevins au Conseil communal, en vertu de l'article 70 de la loi communale.
1966-1967. 2 cahiers
Les années mentionnées après la virgule correspondent aux dates d'élaboration des rapports.
- | | |
|-----|------------------|
| 12. | 1965-1966, 1966. |
| 13. | 1966-1967, 1967. |

E. SÉRIES CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ, LE CONTENTIEUX ET LES ACTIONS EN JUSTICE

- 14-16. Dossiers relatifs à des litiges, des contentieux et des actions en justice qui opposent la commune à des tiers.
1870-1974. 1 pièce et 2 chemises
- Afin de respecter la législation relative à la protection de la vie privée, les noms de personnes ne peuvent être publiés. L'inventaire complet est disponible sur demande introduite auprès du chef du service des Archives de l'État à Arlon
14. Da. N. et Da. J., 1870. 1 pièce
15. Po. L., 1972. 1 chemise
16. Ro. G., 1969-1974. 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. CRÉATION, SUPPRESSION, DÉNOMINATION

17. Courrier dans lequel le directeur général de l'Administration de la Garde civique, de la Milice et de la Statistique générale prie le bourgmestre et les échevins de lui fournir des informations relatives aux hameaux de la commune et tableau comportant les réponses de l'Administration communale y afférent.
1888. 1 pièce
18. Dossier ayant trait à la fusion des communes.
1973-1976. 1 chemise

2. TERRITOIRE

31. Copie de la loi portant sur la nouvelle délimitation des communes de Chassepierre et de Lacuisine.
1887. 1 pièce

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

Consulter en outre le n° 38 du présent inventaire.

32. Expéditions conformes d'arrêtés du préfet du département des Forêts concernant la nomination de citoyens aux fonctions de membres du Conseil municipal.
1799 (an VIII)-1808. 1 chemise
33. État des conseillers communaux d'après le rang qu'ils doivent prendre dans les séances du Conseil.
1836. 1 pièce
34. Procès-verbaux de prestation de serment de conseillers.
1840-1864. 1 chemise
35. Procès-verbal prescrit par l'article 3 de la loi du 1^{er} mai 1848 pour régler l'ordre de sortie des conseillers communaux.
1850. 1 pièce

- 36-37. États de renseignement sur les conseillers communaux.
1964-1970. 2 pièces
36. 11 octobre 1964.
37. 11 octobre 1970.

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

38. Procès-verbaux de prestation de serment d'échevins.
1836-1872. 1 chemise.

3. BOURGMESTRE

39. Copie conforme d'un extrait des minutes du Commissariat général du département des Forêts concernant la nomination de François Goosse aux fonctions de maire, en remplacement du sieur Flagontier, décédé.
1814. 1 pièce
40. Procès-verbaux de prestation de serment du bourgmestre.
1843-1848. 2 pièces

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENT ET AUTRES RÈGLEMENTS

41. Expédition conforme d'un arrêté de la Députation permanente improuvant la dépense annuelle proposée par la délibération du Conseil communal d'octroyer un salaire de 15 francs au secrétaire communal pour la garde et la conservation des archives de la commune.
1841. 1 pièce

2. DOCUMENTS CONCERNANT LES EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

- 42-43. Tableaux présentant les statistiques du personnel.
1966. 2 pièces
42. Personnel communal autre que le personnel enseignant.
43. Personnel communal enseignant et assimilé.

3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

44. Procès-verbal de prestation de serment du secrétaire communal.
1839. 1 pièce

III. GESTION DU PATRIMOINE

Consulter en outre les n° 694 et 714 du présent inventaire.

45. Procès-verbal d'adjudication au rabais et conditions ayant trait à la tenue et à la surveillance des barques appartenant à la commune.
1826. 1 pièce
46. Dossier relatif à l'exploitation de produits forestiers.
1826-1976. 1 liasse

47-50.	Dossiers ayant trait aux locations. 1830-1974.	3 pièces et 2 chemises
47.	Biens ruraux, 1930-1973.	1 chemise
48.	Boues et engrais, 1831.	1 pièce
49.	Droits de chasse et de pêche, 1860-1974.	1 chemise
50.	Places de fauche, 1830-1831.	2 pièces
51.	État de la situation de la commune, sous le rapport des dettes contractées par elle à titre de prestations militaires, effectuées pour son compte, rédigé en vertu de la circulaire du commissaire du district datée du 18 octobre 1826, relative aux biens de la commune aliénés à titre d'engagère. 1832. Le tableau a été approuvé par la Députation provinciale en date du 10 juillet 1832.	1 pièce
52-77.	Dossiers relatifs à la vente de terrains communaux et aux demandes de concessions introduites par des tiers. 1837-1976.	9 pièces, 2 cahiers et 18 chemises
52.	Association intercommunale pour la valorisation de l'eau (A.I.V.E.), 1963-1964. Présence de plans.	1 chemise
53.	Bastogne Jean-Baptiste, 1876.	1 cahier
54.	Bertrand Nicolas et Bertrand, 1875. Présence d'un plan.	1 chemise
55.	Blanchard Mathurin, [XIX ^e siècle].	1 pièce
56.	Deruette-Renard Jean, 1840.	1 cahier
57.	Fontaine-Hermans Alfred, 1962. Présence d'un plan.	1 chemise
58.	Guiot-Sauboin Denise, 1958-1960. Présence d'un plan.	1 chemise
59.	Hantis Victor, 1877. Présence d'un plan.	1 chemise
60.	Hantisse Denis, 1876.	2 pièces
61.	Henry Charles, 1837. Présence d'un plan.	1 chemise
62.	Jacquemin Jean 1849.	1 chemise
63.	Jacquemin Wautier, 1866.	2 pièces
64.	Jacques Jules, 1869. Présence d'un plan.	2 pièces
65.	Labar-Bel Matthieu, 1885. Présence d'un plan.	1 pièce
66.	Lalande-Michel Marcelle, 1959. Présence d'un plan.	1 chemise
67.	Laval-Clausse Clément, 1882-1885. Présence d'un plan.	1 chemise
68.	Leprince-Jacques Georges, 1962-1963. Présence d'un plan.	1 chemise
69.	Leprince Octave, 1960. Présence d'un plan.	1 chemise
70.	Poncin Léopold, 1967-1969. Présence d'un plan.	1 chemise
71.	Poncin-Alexandre Robert, 1959-1960. Présence d'un plan.	1 chemise

72.	Province de Luxembourg, 1976.	1 chemise
73.	Sauté Jules, 1879.	1 pièce
74.	Spirlet Olivier-Marcel, 1962-1964. Présence d'un plan.	1 chemise
75.	Tock Ginette, 1970. Présence d'un plan.	1 chemise
76.	Toussaint Louis, 1843-1846. Présence d'un plan.	1 chemise
77.	Wanson, 1959.	1 chemise
78.	Expédition conforme d'un acte notarié ayant trait à l'achat, par la commune, d'une pièce de terre labourable située au lieu-dit « Le Breu » et appartenant à Nicolas-Dieudonné Dasnoy. 1848.	1 pièce
79.	Pièces relatives à la suppression d'une partie d'un chemin vicinal et à l'aliénation de la superficie. 1848-1849. Présence d'un plan.	1 chemise
80.	Dossier ayant trait à la vente, par la commune, de la maison d'école de Chassepierre et de deux petits jardins dépendants de cette maison. 1853-1854.	1 chemise
81.	Plan du terrain que Jacques Saive de Sainte-Cécile demande à la commune de Chassepierre pour y ouvrir une carrière. 1865.	1 pièce
82.	Plan d'un quartier du village de Laiche indiquant plusieurs parcelles de terrains faisant partie de la voirie vicinale qui sont demandées en concession et qui peuvent être concédées comme excédent la largeur nécessaire de la bonne circulation ou comme partie de chemin inutile. 1866.	1 pièce
83.	Expédition authentique d'un acte notarié relatif à l'acquisition, par la commune, d'un plantis situé au lieu-dit « Côte des grandes gueules ». 1875.	1 pièce
84.	Dossier ayant trait à l'acquisition, par la commune, de deux pièces de prairies situées sur le ban de Sainte-Cécile au lieu-dit « Pré Colean ». 1875-1876. Présence d'un plan.	1 chemise
85.	Plan de deux parcelles sises à Sainte-Cécile acquises par la commune. 1876.	1 pièce
86.	Extrait de l'atlas des chemins vicinaux de la commune présentant le plan du sentier n° 36, devenu inutile et que la commune se propose d'aliéner aux propriétaires riverains. 1877.	1 pièce
87.	Procès-verbal d'expertise dressé en vue de fixer la somme à payer par la Compagnie de Bruxelles à la commune de Chassepierre suite au sinistre qui a touché un bâtiment servant de bureau communal. 1877.	1 pièce

88. Plan d'un terrain à annexer à la voirie vicinale pour l'emplacement d'une borne-fontaine.
1881. 1 pièce
89. Tableau indiquant tous les terrains communaux longeant les chemins dont la vente est projetée.
1883. 1 cahier
90. Plan de la partie d'un terrain nécessaire à la commune pour l'appropriation d'une salle d'école pour filles.
1883. 1 pièce
91. Dossier ayant trait aux travaux forestiers réalisés sur le territoire communal.
1887-1976. 1 liasse
- 92-95. Dossiers ayant trait à des échanges de terrains entre la commune et des tiers.
1894-1970. 1 pièce et 3 chemises
92. Barthélemy Fernand et Leprince Louise, 1964-1970. 1 chemise
93. Chanot Jules, 1894. 1 pièce
94. Goffinet Maria, 1953-1954. 1 chemise
95. Piret Léon, 1925-1926. 1 chemise
96. Plan indiquant le lieu où la commune demande à extraire de la pierre pour la construction de ses chemins vicinaux.
[XIX^e siècle]. 1 pièce
97. Dossier ayant trait à la vente publique d'une maison et de ses dépendances appartenant à la commune et ayant servi d'école et de logement au personnel.
1924-1925. 1 chemise
98. Dossier relatif à l'acquisition, par la commune, d'une partie d'un jardin appartenant à Jules Mathoux-Deruelle ainsi qu'à l'échange d'un terrain entre l'Administration communale et Félicien Guiot en vue de l'élargissement de la voirie.
1929-1930. 1 chemise
Présence d'un plan.
99. Dossier relatif à la cession gratuite d'emprises à l'État en vue de l'élargissement de la route n° 44 de Mersch à Charleville et plus spécifiquement à la section d'Arlon à Bouillon.
1958. 1 chemise
Présence de plans.
100. Dossier ayant trait à la demande introduite par Henri Buchet en vue d'acquérir l'ancien lavoir public désaffecté sis au lieu-dit « Le Ménil ».
1964. 1 chemise
Présence de plans.
101. Dossier constitué dans le cadre de l'enquête de commodo et incommodo ouverte suite au projet de vente de la meule du vieux moulin communal.
1966. 1 chemise

102. Dossier ayant trait au bail emphytéotique que la commune souhaite conclure avec le Syndicat d'initiative de Chassepierre, Laiche et Azy pour une durée de 27 ans en vue d'ériger un centre récréatif à Breux.
1969-1973. 1 chemise
103. Dossier ayant trait au projet d'acquisition d'un terrain boisé sis à Habeusart.
1976. 1 chemise
Présence d'un plan.

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

104. Avis concernant la marche à suivre pour obtenir la liquidation des créances dues par le gouvernement français aux communes, corporations, fonctionnaires publics, pensionnaires quelconques et autres habitants du Grand-Duché de Luxembourg.
1815. 1 pièce

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 105-190. Budgets.
1811-1976. 27 pièces et 59 cahiers
- | | | |
|------|-------|---------|
| 105. | 1811. | 1 pièce |
| 106. | 1865. | 1 pièce |
| 107. | 1886. | 1 pièce |
| 108. | 1887. | 1 pièce |
| 109. | 1888. | 1 pièce |
| 110. | 1889. | 1 pièce |
| 111. | 1890. | 1 pièce |
| 112. | 1892. | 1 pièce |
| 113. | 1893. | 1 pièce |
| 114. | 1894. | 1 pièce |
| 115. | 1895. | 1 pièce |
| 116. | 1896. | 1 pièce |
| 117. | 1897. | 1 pièce |
| 118. | 1898. | 1 pièce |
| 119. | 1899. | 1 pièce |
| 120. | 1900. | 1 pièce |
| 121. | 1901. | 1 pièce |
| 122. | 1902. | 1 pièce |
| 123. | 1903. | 1 pièce |
| 124. | 1904. | 1 pièce |
| 125. | 1905. | 1 pièce |
| 126. | 1906. | 1 pièce |
| 127. | 1907. | 1 pièce |
| 128. | 1908. | 1 pièce |
| 129. | 1909. | 1 pièce |
| 130. | 1910. | 1 pièce |

131.	1911.	1 pièce
132.	1913.	1 cahier
133.	1914.	1 cahier
134.	1915.	1 cahier
135.	1916.	1 cahier
136.	1917.	1 cahier
137.	1918.	1 cahier
138.	1919.	1 cahier
139.	1920.	1 cahier
140.	1921.	1 cahier
141.	1922.	1 cahier
142.	1923.	1 cahier
143.	1924.	1 cahier
144.	1925.	1 cahier
145.	1926.	1 cahier
146.	1927.	1 cahier
147.	1928.	1 cahier
148.	1929.	1 cahier
149.	1930.	1 cahier
150.	1932.	1 cahier
151.	1935.	1 cahier
152.	1936.	1 cahier
153.	1937.	1 cahier
154.	1938.	1 cahier
155.	1940.	1 cahier
156.	1941.	1 cahier
157.	1942.	1 cahier
158.	1943.	1 cahier
159.	1944.	1 cahier
160.	1945.	1 cahier
161.	1946.	1 cahier
162.	1947.	1 cahier
163.	1948.	1 cahier
164.	1949.	1 cahier
165.	1950.	1 cahier
166.	1951.	1 cahier
167.	1952.	1 cahier
168.	1954.	1 cahier
169.	1955.	1 cahier
170.	1956.	1 cahier
171.	1957.	1 cahier
172.	1958.	1 cahier
173.	1959.	1 cahier
174.	1960.	1 cahier
175.	1961.	1 cahier
176.	1962.	1 cahier
177.	1963.	1 cahier
178.	1964.	1 cahier

179.	1965.	1 cahier
180.	1966.	1 cahier
181.	1967.	1 cahier
182.	1968.	1 cahier
183.	1969.	1 cahier
184.	1970.	1 cahier
185.	1971.	1 cahier
186.	1972.	1 cahier
187.	1973.	1 cahier
188.	1974.	1 cahier
189.	1975.	1 cahier
190.	1976.	1 cahier
191-214.	Annexes aux budgets. 1945-1974.	1 pièce et 23 chemises
191.	1945.	1 pièce
192.	1949.	1 chemise
193.	1951.	1 chemise
194.	1952.	1 chemise
195.	1954.	1 chemise
196.	1955.	1 chemise
197.	1956.	1 chemise
198.	1957.	1 chemise
199.	1958.	1 chemise
200.	1959.	1 chemise
201.	1960.	1 chemise
202.	1962.	1 chemise
203.	1963.	1 chemise
204.	1964.	1 chemise
205.	1965.	1 chemise
206.	1966.	1 chemise
207.	1967.	1 chemise
208.	1968.	1 chemise
209.	1969.	1 chemise
210.	1970.	1 chemise
211.	1971.	1 chemise
212.	1972.	1 chemise
213.	1973.	1 chemise
214.	1974.	1 chemise

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

215-223.	Grands-livres des dépenses. 1960-1976.	3 cahiers, 5 chemises et 1 liasse
215.	1960.	1 chemise
216.	1963.	1 chemise
217.	1965.	1 chemise
218.	1966.	1 chemise
219.	1972.	1 cahier

	220.	1973.	1 cahier
	221.	1974.	1 cahier
	222.	1975.	1 chemise
	223.	1976.	1 liasse
224-231.	Grands-livres des recettes. 1963-1976.		6 cahiers et 2 chemises
	224.	1963.	1 cahier
	225.	1965.	1 cahier
	226.	1966.	1 cahier
	227.	1972.	1 cahier
	228.	1973.	1 cahier
	229.	1974.	1 cahier
	230.	1975.	1 chemise
	231.	1976.	1 chemise

3. DOCUMENTS CONCERNANT LES EMPRUNTS

1143.	État de situation de la commune, sous le rapport des dettes contractées par elle à titre de prestations militaires effectuées pour son compte, rédigé en vertu de la circulaire du commissaire du District datée du 18 octobre 1826 relative aux biens de la commune aliénés à titre d'engagère. 1832.		1 pièce
-------	---	--	---------

4. DOCUMENTS CONCERNANT LES PLACEMENTS

232.	Certificat qui tient lieu de bons de caisse d'amortissement, admissible en paiement de biens de communes dans le département des Forêts. 1815.		1 pièce
------	---	--	---------

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

233-234.	Registres aux mandats. 1847-1947.		1 cahier et 1 volume
	233.	1847-1863.	1 cahier
	234.	1921-1947.	1 volume
235.	Registre-journal de toutes les recettes et dépenses. 1894-1901.		1 volume
236-244.	Grands-livres des recettes et des dépenses. 1961-1971.		6 cahiers et 3 chemises
	236.	1961.	1 chemise
	237.	1962.	1 chemise
	238.	1964.	1 chemise
	239.	1965.	1 cahier
	240.	1967.	1 cahier
	241.	1968.	1 cahier
	242.	1969.	1 cahier
	243.	1970.	1 cahier

244. 1971. 1 cahier

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DU RECEVEUR ORDINAIRE

245-324.	Comptes. 1804-1976.	2 pièces et 79 cahiers
245.	23 septembre 1804 (1 ^{er} vendémiaire an XIII) – 23 septembre 1805 (1 ^{er} vendémiaire an XIV).	1 cahier
246.	1810.	1 cahier
247.	1811.	1 cahier
248.	1814-1816.	1 cahier
249.	1817-1821.	2 pièces
250.	1885.	1 cahier
251.	1886.	1 cahier
252.	1887.	1 cahier
253.	1888.	1 cahier
254.	1889.	1 cahier
255.	1890.	1 cahier
256.	1891.	1 cahier
257.	1892.	1 cahier
258.	1893.	1 cahier
259.	1894.	1 cahier
260.	1895.	1 cahier
261.	1896.	1 cahier
262.	1897.	1 cahier
263.	1898.	1 cahier
264.	1899.	1 cahier
265.	1900.	1 cahier
266.	1901.	1 cahier
267.	1902.	1 cahier
268.	1903.	1 cahier
269.	1904.	1 cahier
270.	1905.	1 cahier
271.	1906.	1 cahier
272.	1907.	1 cahier
273.	1908.	1 cahier
274.	1909.	1 cahier
275.	1910.	1 cahier
276.	1911.	1 cahier
277.	1912.	1 cahier
278.	1913.	1 cahier
279.	1914.	1 cahier
280.	1915.	1 cahier
281.	1916.	1 cahier
282.	1917.	1 cahier
283.	1918.	1 cahier
284.	1919.	1 cahier
285.	1920.	1 cahier
286.	1921.	1 cahier

287.	1922.	1 cahier
288.	1923.	1 cahier
289.	1924.	1 cahier
290.	1925.	1 cahier
291.	1926.	1 cahier
292.	1927.	1 cahier
293.	1928.	1 cahier
294.	1929.	1 cahier
295.	1930.	1 cahier
296.	1931.	1 cahier
297.	1937.	1 cahier
298.	1939.	1 cahier
299.	1946.	1 cahier
300.	1949.	1 cahier
301.	1953.	1 cahier
302.	1954.	1 cahier
303.	1955.	1 cahier
304.	1956.	1 cahier
305.	1957.	1 cahier
306.	1958.	1 cahier
307.	1959.	1 cahier
308.	1960.	1 cahier
309.	1961.	1 cahier
310.	1962.	1 cahier
311.	1963.	1 cahier
312.	1964.	1 cahier
313.	1965.	1 cahier
314.	1966.	1 cahier
315.	1967.	1 cahier
316.	1968.	1 cahier
317.	1969.	1 cahier
318.	1970.	1 cahier
319.	1971.	1 cahier
320.	1972.	1 cahier
321.	1973.	1 cahier
322.	1974.	1 cahier
323.	1975.	1 cahier
324.	1976.	1 cahier
325.	Compte de gestion que rend au Conseil municipal le maire de la commune, depuis le 1 ^{er} janvier 1810 jusqu'au 31 décembre de la même année. 1811-1812.	1 pièce
326-355.	Pièces justificatives aux comptes. 1817-1976.	2 cahiers, 1 chemise et 27 liasses
326.	1817.	1 cahier
327.	1825.	1 cahier
328.	1828.	1 chemise
329.	1929.	1 liasse

330.	1930.	1 liasse
331.	1931.	1 liasse
332.	1932.	1 liasse
333.	1933.	1 liasse
334.	1934.	1 liasse
335.	1935.	1 liasse
336.	1936.	1 liasse
337.	1937.	1 liasse
338.	1938.	1 liasse
339.	1939.	1 liasse
340.	1940.	1 liasse
341.	1941.	1 liasse
342.	1942.	1 liasse
343.	1943.	1 liasse
344.	1944.	1 liasse
345.	1945.	1 liasse
346.	1946.	1 liasse
347.	1947.	1 liasse
348.	1948.	1 liasse
349.	1949.	1 liasse
350.	1950.	1 liasse
351.	1956.	1 liasse
352.	1962.	1 liasse
353.	1968.	1 liasse
354.	1974.	1 liasse
355.	1976.	1 liasse

3. DOCUMENTS CONCERNANT L'ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR

356.	Compte de fin de gestion qu'Alfred Emond, receveur communal, rend à M. Robinet, receveur régional. 1954.	1 cahier
------	---	----------

4. DOCUMENTS CONCERNANT LES IMPOSITIONS ET TAXES

1144.	Rôle de l'édification concernant la certification foncière. 5 mai 1797 (16 floréal an V). Ce cahier est en mauvais état de conservation.	1 cahier
357-358.	Déclarations faites par des particuliers de tous les biens immeubles qu'ils possèdent à titre de propriété tant bâties que non bâties pour servir au dénombrement de 1810. 1809-1810.	2 volumes
	357. Volume I.	
	358. Volume II.	
359-360.	États de répartition dressés dans le but de subvenir au paiement du contingent de chevaux. 1813.	2 cahiers
	359. N° 1.	
	360. N° 2.	

- 361-366. Livres-journaux des mutations.
1818-1843. 4 cahiers et 2 volumes
361. 1818-1829. 1 volume
Présence, en début de volume, d'une table alphabétique des propriétaires compris dans la matrice cadastrale.
Registre en mauvais état de conservation.
362. 1830-1838. 1 volume
Présence, en début de volume, d'une table alphabétique des propriétaires compris dans la matrice cadastrale.
363. 1839. 1 cahier
364. 1840. 1 cahier
365. 1842. 1 cahier
366. 1843. 1 cahier
367. Copie conforme d'un reçu dans lequel le percepteur des Contributions directes des communes de Florenville, Chassepierre et de Sainte-Cécile reconnaît avoir perçu, du maire de Chassepierre, le produit de la collecte faite en faveur des incendies de Grevenmacher (Grand-Duché de Luxembourg).
1823. 1 pièce
368. Rôle de répartition des travaux à exécuter pendant l'année 1826 dans la commune de Chassepierre dressé en conformité du règlement du 12 août 1822 et approuvé par arrêté royal du 3 mars 1824.
1826. 1 cahier
369. État indiquant les propriétaires dont les articles portés à la matrice cadastrale ont muté en 1828 pour 1829 et pour lesquels on devra faire des déclarations supplémentaires.
[1828]. 1 pièce
- 370-372. Rôles matrices de la répartition des travaux à exécuter pour la réparation des chemins vicinaux.
1829-1841. 3 cahiers
370. 1829.
371. 1835.
372. 1841.
373. Copie du registre contenant les parcelles de biens immeubles de la commune vendus, « à toujours rachetable » en l'année 1795.
1832. 1 cahier
- 374-376. Registres des patentables.
1836-1844. 3 cahiers
374. 1836.
375. 1843.
376. 1844.
- 19-30. Croquis d'arpentage des nouvelles parcelles résultant de changements de limites.
1845-1857. 2 pièces et 10 cahiers
19. 1845. 1 pièce
20. 1846. 1 pièce
21. 1847. 1 cahier
22. 1848. 1 cahier

	23.	1849.	1 cahier
	24.	1850.	1 cahier
	25.	1851.	1 cahier
	26.	1853.	1 cahier
	27.	1854.	1 cahier
	28.	1855.	1 cahier
	29.	1856.	1 cahier
	30.	1857.	1 cahier
377.	Minute du registre indiquant les quotités proportionnelles du classement des parcelles pour lesquelles ces indications n'ont pu, à défaut d'espace, être portées dans les colonnes à ce destinées du tableau indicatif supplémentaire et de la matrice cadastrale. 1845-1919.		1 cahier
378-379.	États des copropriétaires des propriétés possédées par indivis dans la commune. 1847-1956.		1 cahier et 1 volume
	378.	1847-1887.	1 cahier
	379.	[1855]-1956.	1 volume
380.	Rôle de la contribution foncière. 1850.		1 cahier
381.	Extrait de la matrice cadastrale. 1853.		1 pièce
382.	Relevés des parcelles non bâties. 1866.		1 chemise
383-385.	Tables alphabétiques des propriétaires inscrits à la matrice cadastrale. 1878-1919.		3 volumes
	383.	1878-1895.	
	384.	1895-1912.	
	385.	1912-1919.	
386.	Table indiquant les numéros des parcelles du plan primitif et leur renvoi aux articles de la matrice cadastrale. [XIX ^e siècle].		1 cahier
387.	Matrices de rôle pour la contribution foncière. [XIX ^e siècle]. Pièces en mauvais état de conservation. Non communicable.		1 chemise
388.	Tableaux indicatifs des propriétaires et des propriétés foncières non-bâties et bâties, ainsi que de leurs contenances, classement et évaluation cadastrales. [XIX ^e siècle]. Concernes les sections A (Chassepierre), B (Laiche) et C (Daviha). La section C a fait partie de la commune de Lacuisine sous la lettre B.		1 volume
389.	Registre contenant les émargements des contributions payées par les propriétaires et usufruitiers. [XIX ^e siècle].		1 cahier

- 390-396. Matrices cadastrales des propriétaires et des propriétés foncières non bâties et bâties.
[XIX^e siècle]. 7 volumes
390. 1^{er} volume (art. 1-370).
391. 2^e volume (art. 371-520).
Présence, en début de volume, d'une table alphabétique des volumes subséquents.
392. 3^e volume (art. 521-818).
Présence, en début de volume, d'une table alphabétique des volumes subséquents.
393. 4^e volume (art. 819-1016).
Présence, en début de volume, d'une table alphabétique des volumes subséquents.
394. 5^e volume (art. 1017-1242).
395. 6^e volume (art. 1243-1426).
396. 7^e volume (art. 1427-1578).
397. Copie d'un relevé des campings, des chambres ou appartements loués et des immeubles loués à des camps de jeunes, adressé au gouverneur la province de Luxembourg dans le cadre de la perception d'une taxe provinciale de séjour.
1973. 1 pièce

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

- 398-403. États des naissances, mariages, décès et divorces qui ont eu lieu dans la commune.
1823-1835. 7 pièces et 1 chemise
398. 1823. 1 chemise
Manque l'état des divorces.
399. 1825. 1 pièce
400. 1826. 1 pièce
401. 1827. 2 pièces
402. 1828. 1 pièce
403. 1835. 2 pièces
404. Extraits de procès-verbaux de vérification des registres de l'état civil.
1941-1971. 1 chemise

B. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

405. Registre spécial des mort-nés.
1880-1902. 2 pièces
406. Registre aux actes de naturalité.
1910. 1 cahier

C. DOCUMENTS CONCERNANT LES CIMETIÈRES ET LES FUNÉRAILLES

Consulter en outre le n° 643 du présent inventaire.

407. État des concessions de terrains accordés dans le cimetière en 1905.
20 décembre 1905. 1 pièce
408. Relevés de concessions.
[1911 ?]-1936. 1 chemise

409. Plans des concessions.
[XX^e siècle]. 1 chemise

D. AUTRES DOCUMENTS CONCERNANT L'ÉTAT CIVIL

Consulter en outre les n° 625 et 715 du présent inventaire.

- 410-411. Extraits des registres aux actes de l'état civil émanant d'autres communes.
1876-1898. 1 pièce et 1 chemise
410. Décès, 1876-1898. 1 chemise
411. Mariage, 1877. 1 pièce
412. Dossier ayant trait à la demande introduite par Zélie Habay afin d'obtenir la rectification de son acte de naissance sur lequel elle est inscrite, des suites d'une déclaration erronée de la sage-femme, comme étant de sexe masculin et portant le prénom de Théophile.
1890. 1 chemise
413. Certificat constatant qu'un mineur d'origine belge est devenu définitivement français et courrier du commissaire d'arrondissement afférent.
1914. 2 pièces
414. Registre servant à l'inscription des actes de naturalité.
1919. 1 cahier

VI. POPULATION

A. GÉNÉRALITÉS

- 415-423. États de la population.
1824-1861. 9 pièces
415. 1824.
416. 1825.
417. 1826.
418. 1829.
419. 1830.
420. 1845.
421. 1849.
422. 1859.
423. 1861.
- 424-470. Renseignements statistiques relatifs aux mouvements de la population et de l'état civil.
1826-1976. 8 pièces et 40 chemises
424. 1826. 1 pièce
425. 1827. 1 pièce
426. 1848. 1 chemise
427. 1850. 1 pièce
428. 1852. 1 pièce
429. 1858. 1 pièce
430. 1860. 1 chemise
431. 1866. 1 pièce

432.	1873.	2 pièces
433.	1879.	1 chemise
434.	1885.	1 chemise
435.	1919.	1 chemise
436.	1920.	1 chemise
437.	1928.	1 chemise
438.	1941.	1 chemise
439.	1943.	1 chemise
440.	1945.	1 chemise
441.	1946.	1 chemise
442.	1947.	1 chemise
443.	1949.	1 chemise
444.	1950.	1 chemise
445.	1951.	1 chemise
446.	1952.	1 chemise
447.	1953.	1 chemise
448.	1954.	1 chemise
449.	1955.	1 chemise
450.	1956.	1 chemise
451.	1957.	1 chemise
452.	1958.	1 chemise
453.	1959.	1 chemise
454.	1960.	1 chemise
455.	1961.	1 chemise
456.	1962.	1 chemise
457.	1963.	1 chemise
458.	1964.	1 chemise
459.	1965.	1 chemise
460.	1966.	1 chemise
461.	1967.	1 chemise
462.	1968.	1 chemise
463.	1969.	1 chemise
464.	1970.	1 chemise
465.	1971.	1 chemise
466.	1972.	1 chemise
467.	1973.	1 chemise
468.	1974.	1 chemise
469.	1975.	1 chemise
470.	1976.	1 chemise

**B. REGISTRES DE LA POPULATION ET AUTRES DOCUMENTS
CONCERNANT LE MOUVEMENT DE LA POPULATION**

Consulter en outre les n° 641 et 642 du présent inventaire.

471-485.	Registres de la population. 1847-1980.	15 volumes
471.	1847-1866 (fol. 15-252).	
472.	1867-1876 (fol. 1-120).	

473.	1877-1890. Registre partiellement détruit et en très mauvais état. Non communicable.	
474.	1891-1900 (fol. 1-142). Registre partiellement détruit et en très mauvais état. Non communicable.	
475.	1901-1911 (fol. 1-239).	
476.	1912-1920 (vol. 1, fol. 1-124).	
477.	1912-1920 (vol. 2, fol. 1-90).	
478.	1921-1930 (vol. 1, fol. 1-115).	
479.	1921-1930 (vol. 2, fol. 1-89).	
480.	1931-1948 (vol. 1, fol. 1-131).	
481.	1931-1948 (vol. 2, fol. 1-105).	
482.	1961-1970 (vol. 1, fol. 1-173).	
483.	1961-1970 (vol. 2, fol. 251-403).	
484.	1971-1980 (vol. 1, fol. 1-196).	
485.	1971-1980 (vol. 2, fol. 201-384).	
486-488.	Registres des entrées. 1893-1976.	2 cahiers et 1 volume
486.	1893-1901. Registre en mauvais état de conservation.	1 cahier
487.	1940-1961.	1 cahier
488.	1961-1976.	1 volume
489-510.	Certificats de changement de résidence. 1940-1950.	3 pièces et 20 chemises
489-499.	Entrées. 1940-1950.	3 pièces et 9 chemises
489.	1940.	1 chemise
490.	1941.	1 chemise
491.	1942.	1 pièce
492.	1943.	1 chemise
493.	1944.	2 pièces
494.	1945.	1 chemise
495.	1946.	1 chemise
496.	1947.	1 chemise
497.	1948.	1 chemise
498.	1949.	1 chemise
499.	1950.	1 chemise
500-510.	Sorties. 1940-1950.	11 chemises
500.	1940.	
501.	1941.	
502.	1942.	
503.	1943.	
504.	1944.	
505.	1945.	
506.	1946.	
507.	1947.	
508.	1948.	

509. 1949.
510. 1950.
- 511-512. Registres des sorties.
1940-1976. 1 cahier et 1 volume
511. 1940-1961. 1 cahier
512. 1961-1976. 1 volume

C. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

513. Bulletins dressés dans le cadre du recensement général de la population.
1829. 1 chemise
514. Tableaux dressés dans le cadre du recensement général de la population au
31 décembre 1890.
1890. 1 chemise
515. Tableaux présentant les résultats, par secteurs statistiques, du recensement de la
population et des logements au 31 décembre 1970.
[1975]. 1 cahier
516. Tableaux présentant les résultats du recensement des logements au
31 décembre 1970.
[1975]. 1 cahier
- 517-518. Tableaux présentant les résultats du recensement de la population au
31 décembre 1970.
[1975]. 2 cahiers
517. Volume 1.
518. Volume 2.

D. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

519. Registre de contrôle des certificats d'inscription pour étrangers.
1965-1972. 1 cahier

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

520. Liste des individus imposés au rôle des contributions directes, à 50 florins au
moins, non compris le droit de patente, de la commune, qui du chef desdites
contributions pourront être nommés électeurs pour le choix des membres des États
du Grand-Duché, pour l'ordre des campagnes, en 1825.
1825. 1 pièce
521. Liste alphabétique des citoyens habitant la commune et qui, d'après les articles 7,
8, 9 et 10 de la loi communale, réunissent les conditions requises pour concourir à
l'élection du Conseil communal.
1849. 2 pièces

522. Registre des habitants de la commune de Chassepierre, district d'élection de Virton, province de Luxembourg, qui y ont leur domicile unique et principal. [XIX^e siècle]. 1 cahier
Ce registre est ouvert en vertu de l'article 2 du règlement du 30 mai 1825 sur la formation des États du Grand-Duché de Luxembourg.
523. Liste des électeurs généraux, provinciaux et communaux du 1^{er} mai 1915 au 30 avril 1916. 1 cahier
1914.
- 524-526. Listes des électeurs pour la Chambre et la Commune. 3 cahiers
1924-1931.
Les années mentionnées après la virgule correspondent aux dates d'élaboration des listes.
524. 1925-1926, 1924.
525. 1929-1930, 1928.
526. 1932-1933, 1931.
- 527-529. Listes des électeurs. 3 cahiers
1932-1937.
Les années mentionnées après la virgule correspondent aux dates d'élaboration des listes.
527. 1933-1935, 1932.
528. 1936-1938, 1935.
529. 1938-1940, 1937.
530. Liste des électeurs masculins pour les années 1948 à 1950. 1 cahier
1947.
531. Listes des électeurs généraux et des électeurs communaux valables du 21 juillet 1949 au 30 avril 1952. 1 cahier
1949.
- 532-538. Listes des électeurs aux chambres législatives, conseils provinciaux et aux conseils communaux. 7 cahiers
1951-1968.
Les années mentionnées après la virgule correspondent aux dates d'élaboration des listes.
532. 1952-1954, 1951.
533. 1956-1958, 1955.
534. 1960-1962, 1959.
535. 1962-1964, 1961.
536. 1964-1966, 1963.
537. 1966-1968, 1965.
538. 1969-1971, 1968.

B. DOCUMENTS CONCERNANT LA RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

539. Liste alphabétique des citoyens de la commune que la loi appelle à participer à l'élection des membres des chambres législatives, du Conseil provincial et du Conseil communal dressée dans le cadre de la révision de 1891. 1 pièce
1891.
540. Registre devant servir à la transcription des titres ou certificats, autres qu'un arrêté royal ou une décision de l'autorité provinciale ou communale, constatant la

- fonction, la profession ou la position attributives de deux votes supplémentaires.
1894-1910. 1 volume
541. Registre d'inscription des réclamations tendant à l'inscription d'électeurs sur les listes définitives pour les chambres législatives ou pour le Conseil communal ainsi qu'à la radiation d'électeurs pour les chambres législatives ou pour le Conseil communal.
1976. 1 volume
- C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS**
542. Bulletins d'élections par lesquels des administrés choisissent douze personnes qui endosseront le rôle d'électeurs pour la nomination des membres de l'ordre des campagnes, à l'assemblée des États du Grand-Duché.
1827. 1 chemise
- 543-547. Procès-verbaux de l'assemblée des électeurs pour le renouvellement du Conseil communal.
1836-1881. 3 pièces, 2 chemises et 2 cahiers
543. Élection d'un conseiller, 1881. 2 cahiers
544. Remplacement des conseillers sortants, 1851-1857. 1 chemise
545. Renouvellement de la deuxième série, 1842. 1 pièce
546. Renouvellement intégral, 1836-1848. 1 chemise
547. Renouvellement par moitié, 1845. 2 pièces
548. États présentant le résultat des élections.
1839-1855. 1 chemise
549. Procès-verbaux des opérations du bureau électoral.
1868-1875. 2 pièces
- 550-553. Procès-verbaux des élections communales.
1932-1964. 4 cahiers
550. 9 octobre 1932.
551. 9 octobre 1938.
552. 12 octobre 1952.
553. 11 octobre 1964.

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. GÉNÉRALITÉS

554. Listes des emplacements où seront placés des repères ou des rivets et photographies afférentes.
1959. 1 chemise

B. SERVICE MILITAIRE

1. CIRCONSCRIPTION ET VOLONTAIRES (1798-1813)

555. Copie d'un arrêté du préfet du département des Forêts relatif aux conscrits et à l'élaboration des listes.
1808. 1 pièce

2. MILICES ET VOLONTAIRES**a. 1817-1923**

556. Extrait conforme d'un arrêté royal par lequel Joseph Gillet est porté comme détaché pour le contrôle du 11^e régiment de ligne.
1838. 1 pièce
557. « Cartouche » délivré à Joseph Leclerc par le commandant du 3^e régiment de chasseurs à pied lui octroyant un congé illimité afin qu'il puisse se rendre à Chassepierre.
1857. 1 pièce
558. Courrier émanant du colonel commandant du 1^{er} régiment de ligne dans lequel il fait part au bourgmestre des conditions que Nicolas Lejeune doit remplir avant de pouvoir obtenir l'autorisation de contracter mariage.
29 mai 1861. 1 pièce
559. Liste générale de retardataires des levées de 1860 à 1875 inclus dans la province de Luxembourg.
1876. 2 pièces
560. Registre des militaires en congé dans la commune.
1885-1920.
Les années mentionnées ci-dessus correspondent aux classes de milice.
561. État nominatif des miliciens appelés au service et présentés au gouverneur le 13 juin 1899 pour faire partie du contingent imposé au canton de Florenville.
1899. 1 pièce
562. État de situation du compte à la masse d'habillement et d'entretien du nommé Jean Mina, milicien de la levée de 1838 de la commune de Chassepierre, ayant à établir son décompte pour obtenir son congé définitif par suite de licenciement.
[XIX^e siècle]. 1 pièce

b. À partir de 1924

- 563-611. Dossiers de levées de milice.
1924-1976. 2 pièces et 48 chemises
- | | | |
|------|-------|-----------|
| 563. | 1924. | 1 chemise |
| 564. | 1925. | 1 chemise |
| 565. | 1926. | 1 chemise |
| 566. | 1927. | 1 chemise |
| 567. | 1928. | 1 chemise |
| 568. | 1929. | 1 chemise |
| 569. | 1930. | 1 chemise |
| 570. | 1931. | 1 chemise |
| 571. | 1932. | 1 chemise |
| 572. | 1933. | 1 chemise |
| 573. | 1934. | 1 chemise |
| 574. | 1935. | 1 chemise |
| 575. | 1936. | 1 chemise |
| 576. | 1937. | 1 chemise |

577.	1938.	1 chemise
578.	1939.	1 chemise
579.	1941.	1 chemise
580.	1942.	2 pièces
581.	1943.	1 chemise
582.	1944.	1 chemise
583.	1945.	1 chemise
584.	1946-1948.	1 chemise
	Contrairement aux autres dossiers, les levées de 1946, 1947 et 1948 ont été rassemblées sous un seul et même dossier par l'Administration communale.	
585.	1949.	1 chemise
586.	1951.	1 chemise
587.	1952.	1 chemise
588.	1953.	1 chemise
589.	1954.	1 chemise
590.	1955.	1 chemise
591.	1956.	1 chemise
592.	1957.	1 chemise
593.	1958.	1 chemise
594.	1959.	1 chemise
595.	1960.	1 chemise
596.	1961.	1 chemise
597.	1962.	1 chemise
598.	1963.	1 chemise
599.	1964.	1 chemise
600.	1965.	1 chemise
601.	1966.	1 chemise
602.	1967.	1 chemise
603.	1968.	1 chemise
604.	1969.	1 chemise
605.	1970.	1 chemise
606.	1971.	1 chemise
607.	1972.	1 chemise
608.	1973.	1 chemise
609.	1974.	1 chemise
610.	1975.	1 chemise
611.	1976.	1 chemise
612.	Dossier ayant trait aux indemnités de milice. 1959-1968.	1 chemise

C. MILICES BOURGEOISES

1. GARDE CIVIQUE (1830-1921)

613.	Actes de prestation de serment. 1831-1879.	1 chemise
------	---	-----------

D. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX

614. Courrier émanant du sous-préfet de l'arrondissement de Neufchâteau concernant la réquisition de chevaux de selle pour la remonte de la cavalerie.
19 janvier 1813. 1 pièce
615. Courrier émanant du sous-préfet de l'arrondissement de Neufchâteau concernant la mauvaise exécution, voire la non-exécution de la réquisition de chevaux de selle pour la remonte de la cavalerie ordonnée dans un précédent courrier daté du 19 janvier 1813.
29 janvier 1813. 1 pièce
616. Relevé général des fournitures faites pour le Service des armées alliées par la commune ou les habitants du Grand-Duché de Luxembourg, à la liquidation et à l'acquittement desquelles il n'a pas été pourvu.
1817. 1 pièce
617. État sommaire des montants des prestations militaires effectuées dans la commune, pour le Service du gouvernement français, pendant les dernières années de son occupation, par suite de contrats passés par la commune ou de réquisitions frappées en son nom.
1817. 1 pièce
618. États des voitures fournies par la commune pour le transport des bois nécessaires pour l'approvisionnement de la place à Luxembourg.
[1817 ?]. 2 pièces
- 619-621. Registres de classement.
[XX^e siècle]. 2 pièces et 2 cahiers
- | | | |
|------|-------------------------|----------|
| 619. | Véhicules automobiles. | 1 cahier |
| 620. | Véhicules hippomobiles. | 1 cahier |
| 621. | Motocyclettes. | 2 pièces |

E. LA GUERRE ET SES CONSÉQUENCES

1. GUERRES NAPOLÉONIENNES

622. Ordres de réquisitions émanant du commissaire de canton.
1814-1815. 1 chemise

2. GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE

623. Instructions émanant du gouverneur de la province de Luxembourg concernant les convois de denrées alimentaires ou de combustibles à destination de Longwy et de Givet au moment où ces places seront investies.
11 janvier 1871. 1 pièce

3. DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

Consulter en outre les n° 980 à 982 du présent inventaire.

624. Avis émanant du greffier provincial concernant les indemnités allouées aux particuliers en cas de réquisition de logements pour les troupes.
3 août 1940. 1 pièce
625. Expéditions conformes d'extraits d'actes de décès d'Edgard Rollin et Arthur Minet, décédés sur le territoire de la commune de Barbençon le 13 mai 1940 des opérations ou des événements de la guerre et courrier du bourgmestre de Barbençon afférent.
1940. 1 chemise
626. Liste dressée en application de l'arrêté du 14 août relatif à l'examen médical des hommes de 16 à 35 ans qui ont répondu à l'appel du gouvernement les invitant à rejoindre l'armée.
[1940]. 1 pièce
627. Déclaration émanant de la veuve Michel dans laquelle elle réclame des indemnités pour le logement de quatre soldats allemands du 16 juin 1940 au 19 février 1941.
1941. 1 pièce
628. Liste des prisonniers libérés.
[1941 ?]. 1 pièce
629. Registre servant à l'inscription des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité occupante en exécution de l'article 52 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907.
1941-1945. 1 cahier
630. Liste des cultivateurs prisonniers en Allemagne.
1943. 1 pièce
631. État nominatif des habitants de la commune qui ont participé à la fourniture de prestations requises par l'autorité américaine.
1948. 1 pièce
632. Attestation adressée à l'Administration communale concernant la reconnaissance d'Albert Poncin en qualité de réfractaire.
1955. 1 pièce

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS**A. SERVICES DE POLICE****1. PERSONNEL**

633. Acte de prestation de serment des garde-champêtres.
1831. 1 pièce

2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

634. Circulaire concernant la police des auberges et des cabarets émanant du gouverneur provisoire du Grand-Duché de Luxembourg et chevalier de l'ordre du Lion Belgique.
1816. 1 pièce
635. Copies conformes d'extraits du registre aux délibérations du Conseil communal portant règlements sur la police de cabarets.
1879-1886. 2 pièces
636. Courrier envoyé par Arthur Hentin dans lequel il signale au bourgmestre qu'il dirigera une cavalcade dans les rues de la commune dans le cadre du carême et le prie de l'autoriser à réaliser le parcours défini.
1900. 1 pièce
637. Dossier ayant trait à la vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage.
1964-1974. 1 chemise
638. Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal portant règlement de police pour la fixation de l'heure de fermeture des débits de boissons.
1972. 2 pièces
639. Courriers envoyés par des tiers dans lesquels ils informent le bourgmestre qu'ils procéderont à la capture d'oiseaux.
1974-1976. 1 chemise

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

640. « Passe-port » d'indigent, avec secours de route, délivré par le préfet des Ardennes et permettant à Henry Wilmet, pâtre, de se rendre à Chassepierre.
1841. 1 pièce
- 641-642. Registres des étrangers.
1923-1976. 1 cahier et 1 volume
641. 1923-1942. 1 cahier
642. 1948-1976. 1 volume

4. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

643. Courrier émanant du sous-intendant priant le maire de lui fournir des renseignements complémentaires concernant le cas d'un habitant de Laiche ayant enterré son enfant sans en avoir fait préalablement la déclaration à l'officier de l'état civil afin de le poursuivre, s'il y a lieu, devant les tribunaux.
17 mai 1819. 1 pièce

X. SANTÉ PUBLIQUE**A. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES****1. LUTTE CONTRE LES MALADIES**

644. Registre des vaccinations opérées en 1835.
1835. 1 pièce
645. État nominatif de tous les individus qui, au 1^{er} janvier 1842, n'ont pas été atteints
de la petite vérole ni vaccinés.
1842. 1 pièce
646. Registre d'inscription des vaccinés et revaccinés.
1941-1966. 1 cahier
647. Dossier relatif aux vaccinations opérées pour lutter contre la poliomyélite.
1958-1963. 1 chemise

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

648. Extrait conforme d'un arrêté royal approuvant la délibération du Conseil
communal sur le commerce de viandes et note du commissaire d'arrondissement
afférente.
1898. 1 pièce

3. POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX DOMESTIQUES

- 649-653. Dossiers ayant trait aux mesures prises pour lutter contre les maladies.
1822-1976. 2 pièces et 3 chemises
649. Fièvre aphteuse, 1961-1976. 1 chemise
650. Morve, 1822. 1 pièce
651. Peste aviaire, 1971. 1 pièce
652. Rage, 1967-1976. 1 chemise
653. Typhus charbonneux apoplectique, 1853-1854. 1 chemise
654. Avis ayant trait aux mesures à prendre concernant les cadavres d'animaux.
1971. 1 pièce

4. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

655. Résultats d'analyses d'eau effectuées sur le territoire communal.
1962-1976. 1 chemise

5. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

656. Copie conforme d'un arrêté de la Députation permanente concernant la requête
introduite par Nicolas Dasnoy afin d'obtenir l'autorisation de rétablir, dans un
bâtiment contenant un moulin à farine, une scierie dont le mécanisme est
démonté.
1840. 1 cahier

657. Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal dans lesquels ce dernier autorise des particuliers à construire des citernes à purin.
1925. 2 pièces
658. Autorisation accordée par le bourgmestre à Michel De Mevius pour l'installation d'un aérodrome privé sur ses propriétés.
1962. 1 pièce

6. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT

659. Procès-verbal d'une réunion organisée au Syndicat d'initiative de Chassepierre, Laiche et Azy et ayant pour objet l'amélioration de l'environnement.
1973. 2 pièces

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

Voir également le n° 87 du présent inventaire.

660. Dossier relatif au renouvellement de la toiture de la maison communale.
1963-1966. 1 chemise

2. BÂTIMENTS AFFECTÉS À LA SÉCURITÉ ET À L'ORDRE PUBLICS

661. Plan et coupes dressés dans le cadre du projet de construction d'un bâtiment à Chassepierre destiné à remiser la pompe à incendie.
1878-1880. 1 pièce

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS À L'ENSEIGNEMENT

662. Dossier ayant trait aux travaux d'appropriation d'une salle d'école pour filles dans le bâtiment de l'école des garçons de Chassepierre-aux-Breux.
1882-1883. 1 chemise
Présence d'un plan.
663. Devis estimatif et cahier des charges des travaux à exécuter pour restaurer les murs du vestibule d'entrée, du préau, du fournil et de la cour de l'école et les entretenir pendant un an à partir de leur réception provisoire.
1890. 1 pièce
664. Plans et procès-verbal de réception des travaux dressés dans le cadre de l'aménagement de l'école adoptée pour filles.
1921-1926. 1 chemise
665. Dossier ayant trait au renouvellement de la peinture intérieure des classes de l'école communale mixte de Breux.
1965-1967. 1 chemise

4. BÂTIMENTS AFFECTÉS AU CULTE

666. Devis estimatif des ouvrages de menuiserie à réaliser à l'église de Chassepierre. [XIX^e siècle]. 1 pièce
667. Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église de Chassepierre. 1923-1924. 1 chemise
668. Dossier ayant trait à l'aménagement de l'ancien cimetière. 1950-1954. 1 chemise
669. Dossier ayant trait aux travaux d'ornement et d'embellissement du calvaire de Laiche. 1955-1973. 1 chemise
Présence d'un plan.
670. Devis et cahier spécial des charges relatifs au renouvellement de la toiture de l'église de Chassepierre. 1958. 1 cahier
671. Dossier concernant les travaux de peintures intérieures à réaliser dans l'église de Chassepierre. 1961-1963. 1 chemise
Présence de deux dessins peints et réalisées par Louis Lecomte.
672. Dossier relatif à la réfection des murs de clôture et à l'aménagement des allées du cimetière. 1963-1965. 1 chemise
673. Copies conformes d'extraits du registre aux délibérations du Conseil communal et du Collège communal ayant trait à l'installation d'un chauffage central à l'église. 1976. 2 pièces

5. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)

674. Acte d'adjudication dressé dans le cadre des travaux de rétablissement de la grande fontaine de Chassepierre. 1838. 1 pièce
675. Expédition conforme d'un acte notarié relatif à l'adjudication de l'entreprise de la construction d'une fontaine avec lavoirs publics à ériger au centre du village de Laiche. 1857. 1 cahier

B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, ...)

Consulter en outre les n° 717 et 718 du présent inventaire.

676. Plan et profils dressés dans le cadre du redressement du chemin n° 51. 1860. 1 pièce
677. Courrier adressé au bourgmestre concernant le projet de construction de deux ponts à établir sur la Semois, près des villages de Chassepierre et de Laiche. 1863. 1 pièce

678. Extrait conforme du registre aux délibérations du Conseil communal et calques de plans de détail de l'atlas des chemins ayant trait au projet d'élargissement du chemin n° 15.
1871. 2 pièces
679. Calque du plan général de l'atlas des chemins vicinaux de la commune figurant les chemins n° 8 et 9, pour lesquels l'Administration communale demande des subsides afin d'y effectuer des travaux en 1873.
1872-1874. 1 pièce
680. Coupe et profils en travers dressés dans le cadre de l'élargissement du chemin n° 10.
1876. 2 pièces
681. Profil dressé dans le cadre de l'amélioration du chemin de Chassepierre au château du Banel.
1876. 1 pièce
682. Profils en travers du chemin d'Azy à Froids-Vents.
1876. 1 pièce
683. Dossier relatif à la construction du chemin « De la Praie ».
1884-1887. 1 chemise
Présence de plans.
684. Plans et calculs des terrassements dressés dans le cadre de l'ouverture et de la construction du chemin dit « De Chassepierre aux Prés à l'Ile ».
1893. 1 chemise
685. Dossier afférent à la construction des chemins agricoles n° 9, 12, 26 et 28.
1898-1901. 1 chemise
Présence de plans.
686. Dossier constitué dans le cadre de la construction des chemins de Chassepierre aux Aunais, de Chassepierre à Monelez et de Laiche au Bochet.
1916. 1 chemise
Présence de plans.
687. Plan d'alignement du chemin n° 7.
1941. 1 pièce
688. Dossier ayant trait aux travaux effectués au pont sur la Semois à Laiche suite à sa destruction par faits de guerre.
1942-1969. 1 liasse
Présence de plans.
689. Dossier relatif à la modernisation du chemin de grande communication n° 93, de Laiche à la limite de la commune de Lacuisine.
1947-1952. 1 chemise
Présence d'un plan.
690. Dossier relatif à la modernisation de la voirie intérieure.
1952-1963. 1 chemise
691. Plan dressé dans le cadre de l'élargissement du chemin n° 5 dit « Haute Rue ».
1956. 1 pièce

692. Dossier ayant trait à l'élargissement du tournant d'Azy et à la modernisation des chemins agricoles d'Azy et de Daviha.
1957. 1 chemise
Présence d'un plan.
693. Devis et cahier spécial des charges dressés dans le cadre de l'amélioration de divers chemins.
1959. 1 cahier
Ces travaux sont exécutés, suivant l'arrêté royal du 2 février 1959, avec l'aide des chômeurs.
694. Dossier concernant les travaux d'amélioration du chemin de grande communication n° 93 et de la voirie intérieure de Laiche et Azy avec constructions d'égouts.
1967-1975. 1 liasse
Présence de nombreuses pièces relatives aux opérations immobilières réalisées pour ces travaux et plus spécialement à des acquisitions d'emprises ainsi qu'à des expropriations.
Présence de plans.
695. Plan dressé dans le cadre de l'élargissement du chemin de Laiche à Martué.
[XX^e siècle]. 1 pièce

C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

696. Plan et avis sur requête afférents à la demande introduite par Jean-Baptiste Antoine-Leprince tendant à obtenir l'autorisation de construire un perré le long de ses propriétés, le long de la Semois.
1889. 2 pièces
697. Dossier ayant trait au projet de barrage à établir sur la Semois et sur la Vierre.
1964-1973. 1 chemise
Présence de coupures de presse.

D. TRAVAUX CONCERNANT LES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

698. Cahier des charges et devis estimatif d'une conduite d'eau et d'une fontaine à ériger à Laiche et plan afférent.
1855. 1 chemise
Présence d'un plan en mauvais état.
699. Devis estimatif, plan et élévation dressés dans le cadre des réparations et de l'amélioration à exécuter aux fontaines communales.
1857. 1 cahier
700. Devis estimatif des bacs-abreuvoirs à poser dans la section de Laiche.
1860. 1 cahier
701. Détail estimatif et conditions pour l'entreprise de travaux d'hygiène à exécuter en
1888.
1888. 1 pièce
702. Dossier relatif à l'établissement d'une distribution d'eau.
1937-1939. 1 chemise
Présence de plans.

703. Dossier afférent au raccordement des immeubles Rossion, Kimmes et veuve Noël à la distribution d'eau.
1959-1962. 1 chemise
Présence d'un plan.
704. Dossier ayant trait au remplacement des compteurs d'eau installés en 1938.
1964-1971. 1 chemise
- 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ**
705. Dossier ayant trait aux travaux d'électrification et d'éclairage public réalisés sur le territoire communal.
1868-1975. 1 liasse
Présence de plans.
706. Dossier relatif à l'électrification du Centre de triage de la pomme de terre de la Société Coardenne et au renforcement du réseau basse tension du quartier environnant.
1964-1966. 1 chemise
Présence d'un plan.
- 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC**
- Consulter le n° 705 du présent inventaire.
- 4. TÉLÉPHONE**
707. Dossier ayant trait aux travaux exécutés par la Régie des Télégraphes et des Téléphones sur le territoire communal.
1954-1976. 1 chemise
Présence de plans.
- E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**
708. Copie conforme d'un arrêté de la Députation du Conseil provincial concernant la demande introduite par un particulier en vue d'ériger un corps de ferme.
1829. 1 pièce
709. Copie conforme d'un arrêté royal et plan relatifs à la requête introduite par un particulier en vue de construire une maison d'habitation.
1870. 2 pièces
710. Expédition conforme d'un arrêté royal concernant la demande introduite par un particulier en vue d'ériger une maison d'habitation dans le rayon réservé du bois dont la commune est propriétaire.
1896. 1 pièce
712. Plan d'ensemble représentant la délimitation des zones réservées au boisement.
[1962 ?]. 1 pièce
713. Expédition conforme d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant le lotissement d'une parcelle sise au lieu-dit « Merda ».
1964. 1 pièce

- 714-719. Dossiers dressés dans le cadre du remembrement.
1966-1976. 1 pièce, 4 chemises et 1 liasse
714. Acte de propriété et de prise de possession, 1971. 1 chemise
715. État civil, 1967. 1 chemise
716. Extraits du plan de relotissement, 1971. 1 chemise
717. Travaux de voirie du réseau secondaire, 1976. 1 chemise
Présence de plans.
718. Travaux de voirie du réseau primaire, 1972-1974. 1 liasse
Présence de plans.
719. Questionnaire, 1966. 1 pièce

F. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES

720. Dossier relatif à l'étude sur la protection du village menée par MM. Génicot, Noël et Barthélemy, professeurs dans les universités de Louvain, Namur et Mons, dans le cadre de l'année européenne du patrimoine architectural.
1973-1975. 1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

721. Rapports médicaux mensuels produits dans le cadre de l'Inspection médicale scolaire.
1954-1960. 1 chemise

B. CADRE GÉNÉRAL

722. Courriers émanant du Ministère de l'Instruction publique ayant trait à la réadoption de l'école primaire privée pour filles.
1941-1958. 1 chemise
723. Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la suppression de l'école gardienne communale.
1971. 1 pièce

C. ORGANISATION

- 724-725. Règlements pour les écoles communales et adoptées.
1845. 2 cahiers
724. École de Chassepierre.
725. École de Laiche.
726. Dossier relatif à la fixation des jours de congés.
1960-1973. 1 chemise
727. Courrier émanant de l'inspecteur de l'Inspection de l'enseignement primaire dans lequel il prie le bourgmestre de lui faire savoir si des cours de religion protestante sont donnés dans les écoles officielles subventionnées et copie de la réponse du bourgmestre afférente.
1964. 2 pièces

D. ÉQUIPEMENT

728. Inventaire des mesures métriques envoyées dans la commune pour être déposées aux écoles primaires.
1829. 1 pièce

E. PERSONNEL

Consulter le n° 43 du présent inventaire.

F. FINANCES

729. Budget des écoles pour l'exercice 1844.
1843. 1 pièce
- 730-732. Comptes justificatifs pour l'emploi des fonds ordinaires affectés au service ordinaire des écoles primaires, des écoles gardiennes et des écoles d'adultes.
1917-1919. 3 cahiers
730. 1917.
731. 1918.
732. 1919.
- 733-734. Budgets des besoins et des ressources du service ordinaire des écoles primaires, des écoles gardiennes et des écoles d'adultes.
1918-1919. 2 cahiers
733. 1918.
734. 1919.
- 735-736. États détaillés des dépenses renseignées dans le compte des écoles primaires, des écoles gardiennes et des écoles d'adultes.
1918-1919. 2 pièces
735. 1918.
736. 1919.
737. Compte justificatif de l'emploi des fonds affectés au service ordinaire des écoles d'adultes communales et adoptées.
1920. 1 cahier
738. Compte justificatif de l'emploi des fonds affectés au service ordinaire des écoles primaires et des écoles gardiennes communales et adoptées.
1920. 1 cahier
739. Dossier relatif aux subventions octroyées aux écoles.
1961-1976. 1 chemise
740. Comptes dressés pour l'enseignement gardien et primaire.
1967-1972. 1 chemise
- G. OBLIGATION SCOLAIRE**
741. Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire.
1960-1969. 1 chemise

H. ACTIVITÉS SCOLAIRES SPÉCIALES

742. Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal concernant la distribution de friandises à l'occasion de la Saint-Nicolas.
1962. 1 pièce

I. AVANTAGES SOCIAUX**1. FONDATION BLONDIAUX ET WARLOMONT**

Cette fondation, instaurée par Jean-Pierre Blondiaux, est autorisée par Marie-Thérèse d'Autriche dans son décret du 30 avril 1765. Jean-Baptiste Warlomont, prêtre, exécute de son vivant une donation à la fondation Blondiaux. Lors de son décès, le 9 mars 1818, une deuxième donation est effectuée en vertu de ses volontés testamentaires.

- 743-749. Pièces justificatives aux comptes de la Fondation Blondiaux et Warlomont pour l'instruction des filles pauvres de Chassepierre.
1777-1850. 7 chemises
743. Blondiaux.
1777-1792. 1 chemise
- 744-749. Blondiaux et Warlomont.
1835-1850. 6 chemises
744. 1835.
745. 1836.
746. 1837.
747. 1843.
748. 1849.
749. 1850.
- 750-762. Comptes de la Fondation Blondiaux et Warlomont pour l'instruction des filles pauvres de Chassepierre.
1779-1849. 10 pièces et 3 cahiers
- 750-758. Blondiaux.
1779-1798. 8 pièces et 1 cahier
750. 17 juin 1779 – 17 juin 1780. 1 cahier
751. 17 juin 1782 – 17 juin 1783. 1 pièce
752. 17 juin 1786 – 17 juin 1787. 1 pièce
753. 17 juin 1787 – 17 juin 1788. 1 pièce
754. 17 juin 1789 – 17 juin 1790. 1 pièce
755. 17 juin 1790 – 17 juin 1791. 1 pièce
756. 17 juin 1791 – 17 juin 1792. 1 pièce
757. 17 juin 1796 – 17 juin 1797 (29 prairial an V). 1 pièce
758. 17 juin 1797 – 17 juin 1798. 1 pièce
- 759-762. Blondiaux et Warlomont.
1835-1849. 2 pièces et 2 cahiers
759. 1835. 1 cahier
760. 1840. 1 cahier
761. 1843. 1 pièce

762. 1849. 1 pièce
763. Correspondance ayant trait à la Fondation Blondiaux et Warlomont.
1826-1880. 1 chemise
764. État des rentes constituées au profit de l'établissement pour l'exercice 1840.
1841. 1 pièce

2. FONDATION MARCI

Cette fondation est dédiée au paiement de six bourses d'instruction primaire, d'une bourse d'humanités et d'une bourse d'études supérieures. L'excédent des revenus est affecté, en premier lieu, au soulagement des vieillards pauvres et infirmes. Le surplus est ensuite consacré à la distribution de bourses de métiers, voire à l'augmentation du nombre des bourses des différentes catégories.

- 765-767. Correspondance ayant trait à la Fondation Marci.
1849-1871. 4 pièces
765. Commissaire d'arrondissement, 1849. 2 pièces
766. Commission des bourses d'études, 1871. 1 pièce
767. Ministre de la Justice, 1868. 1 pièce
768. Arrêtés de la commission provinciale des bourses d'études de Luxembourg concernant les requêtes introduites par des particuliers en vue d'obtenir des bourses de la Fondation Marci.
1927. 1 chemise

XIII. CULTURE, SPORT ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

1. BIBLIOTHÈQUE COMMUNALE

a. Personnel

769. Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal et courrier émanant du commissaire d'arrondissement ayant trait à la nomination d'un bibliothécaire.
1963. 1 pièce

B. SPORT, DIVERTISSEMENTS, FESTIVITÉS, ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE, TOURISME

1. DIVERTISSEMENTS

770. Programme du week-end « Poésie – village ». [1974]. 1 pièce
771. Poèmes d'Albert Yande, Francis André et Georges Linze déclamés lors du week-end « Poésie – village ». [1974]. 1 chemise

2. DISTINCTIONS ET COMMÉMORATIONS

772. Projet de délibération par laquelle le Conseil communal arrête l'ouverture d'un crédit spécial à verser au secrétaire du Comité pour l'érection d'un monument à la mémoire du baron Édouard Orban de Xivry.
1901. 1 pièce
773. Copie d'un extrait du registre aux délibérations du Conseil communal ayant trait à la reconnaissance de Léon Wanson en tant que premier citoyen d'honneur de la commune.
1972. 1 pièce

3. SPORT

774. Tableaux récapitulatifs dressés dans le cadre du recensement des installations sportives.
1966-1971. 1 chemise

4. SYNDICAT D'INITIATIVE ET TOURISME

Consulter en outre les n° 102 et 659 du présent inventaire.

775. Dossier ayant trait à la demande introduite par la commune en vue d'obtenir l'appellation « Centre de tourisme ».
1967. 1 chemise
776. Copie conforme des statuts du Syndicat d'initiative.
1967. 2 pièces

XIV. DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ÉCONOMIQUE**A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE**

777. Tableaux reprenant les réponses aux questions posées au maire de la commune concernant les recettes en grains en 1813.
1813. 1 pièce
Mauvais état de conservation.
778. Pièces relatives au ramassage de feuilles mortes dans les bois communaux pour servir de litières.
1839-1903. 4 pièces
779. Bulletins individuels dressés dans le cadre du recensement agricole de 1880.
1880. 1 chemise

B. ÉLEVAGE

Consulter en outre le n° 779 du présent inventaire.

780. Copie d'un extrait du registre aux délibérations portant règlement sur le pâturage.
1862. 1 pièce
781. Procès-verbal des concours organisés entre les reproducteurs des espèces bovines et porcines.
1886. 1 pièce

782. Copie d'un tableau dressé dans le cadre du recensement du bétail.
1940. 1 pièce
783. Registre des taureaux non approuvés.
1957-1966. 1 cahier
784. Tableau dressé dans le cadre d'une enquête sur l'effectif du cheptel porcin au
1^{er} août 1974.
1974. 1 pièce

C. COMMERCE

785. État détaillé des marchandises neuves pour lesquelles Clément Laval et son
épouse, Marie-Joseph Clause, sollicitent l'autorisation du Collège échevinal pour
en faire la vente en détail.
1886. 1 pièce

D. CIRCULATION ET MOYENS DE COMMUNICATION

Consulter en outre le n° 45 du présent inventaire.

786. Extrait de l'ordonnance des États députés du 24 juillet 1827 concernant la
circonscription et l'itinéraire des arrondissements de messageries.
1827. 1 cahier
787. « Mémoire descriptif » ayant trait au chemin de fer vicinal de Marbehan –
Florenville – Sainte-Cécile.
1903. 1 cahier

XV. MESURES SOCIALES ET RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

A. MESURES SOCIALES

1. AIDE ALIMENTAIRE

788. Registre des déclarations faites à la mairie de Chassepierre des quantités de farine
dont les déclarants ont besoin pour se sustenter avec leurs familles jusqu'au
premier septembre 1816.
1816. 1 cahier
789. Bons pour la délivrance de farine à des particuliers.
1816. 1 chemise
790. État des distributions de pain à commencer le 23 juillet 1817.
1817. 1 cahier

2. CHÔMAGE

Consulter le n° 693 du présent inventaire.

3. FONDATION

Consulter les n° 765 à 767 du présent inventaire.

4. PENSIONS

791. Registre des bénéficiaires de la pension.
1921-1946. 1 cahier

**XVI. TUTELLE SUR LE C.P.A.S. ET SES PRÉDÉCESSEURS
EN DROIT****A. BUREAU DE BIENFAISANCE****1. GÉNÉRALITÉS**

1145. Registre aux délibérations.
1914-1976. 1 volume

2. FINANCES

- 792-810. Comptes.
1895-1924. 20 pièces
- | | | |
|------|-------|----------|
| 792. | 1895. | 1 pièce |
| 793. | 1897. | 1 pièce |
| 794. | 1898. | 2 pièces |
| 795. | 1899. | 1 pièce |
| 796. | 1900. | 1 pièce |
| 797. | 1901. | 1 pièce |
| 798. | 1902. | 1 pièce |
| 799. | 1903. | 1 pièce |
| 800. | 1904. | 1 pièce |
| 801. | 1905. | 1 pièce |
| 802. | 1906. | 1 pièce |
| 803. | 1908. | 1 pièce |
| 804. | 1909. | 1 pièce |
| 805. | 1910. | 1 pièce |
| 806. | 1911. | 1 pièce |
| 807. | 1913. | 1 pièce |
| 808. | 1918. | 1 pièce |
| 809. | 1923. | 1 pièce |
| 810. | 1924. | 1 pièce |
- 811-820. Budgets.
1896-1920. 11 pièces
- | | | |
|------|-------|----------|
| 811. | 1896. | 2 pièces |
| 812. | 1901. | 1 pièce |
| 813. | 1903. | 1 pièce |
| 814. | 1905. | 1 pièce |
| 815. | 1907. | 1 pièce |
| 816. | 1908. | 1 pièce |
| 817. | 1913. | 1 pièce |
| 818. | 1918. | 1 pièce |
| 819. | 1919. | 1 pièce |

	820.	1920.	1 pièce
821-847.	Pièces justificatives aux comptes. 1898-1924.		4 cahiers et 23 chemises
	821.	1898.	1 cahier
	822.	1899.	1 cahier
	823.	1900.	1 cahier
	824.	1901.	1 chemise
	825.	1902.	1 chemise
	826.	1903.	1 chemise
	827.	1904.	1 chemise
	828.	1905.	1 chemise
	829.	1906.	1 chemise
	830.	1907.	1 chemise
	831.	1908.	1 chemise
	832.	1909.	1 chemise
	833.	1910.	1 chemise
	834.	1911.	1 chemise
	835.	1912.	1 chemise
	836.	1913.	1 chemise
	837.	1914.	1 chemise
	838.	1915.	1 chemise
	839.	1916.	1 chemise
	840.	1917.	1 chemise
	841.	1918.	1 chemise
	842.	1919.	1 chemise
	843.	1920.	1 chemise
	844.	1921.	1 chemise
	845.	1922.	1 chemise
	846.	1923.	1 cahier
	847.	1924.	1 chemise
848.	Relevé des dépenses réalisées en 1899. 1899.		1 pièce

3. EXÉCUTION DES TÂCHES

849.	État des distributions en 1896. 1896.		1 pièce
------	--	--	---------

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. CADRE GÉNÉRAL

850.	Convention conclue entre la Commission d'assistance publique et la clinique « La Gaume ». 1969.		1 chemise
------	---	--	-----------

2. PERSONNEL

851. États nominatifs des membres de la Commission d'assistance publique nommés par le Conseil communal.
1959-1971. 1 chemise

3. FINANCES

- 852-880. Pièces justificatives aux comptes.
1925-1974. 1 cahier et 28 chemises
- | | | |
|------|-------|-----------|
| 852. | 1925. | 1 chemise |
| 853. | 1926. | 1 chemise |
| 854. | 1927. | 1 chemise |
| 855. | 1928. | 1 chemise |
| 856. | 1929. | 1 chemise |
| 857. | 1930. | 1 chemise |
| 858. | 1931. | 1 chemise |
| 859. | 1932. | 1 chemise |
| 860. | 1933. | 1 chemise |
| 861. | 1934. | 1 chemise |
| 862. | 1935. | 1 chemise |
| 863. | 1936. | 1 chemise |
| 864. | 1937. | 1 chemise |
| 865. | 1938. | 1 chemise |
| 866. | 1939. | 1 chemise |
| 867. | 1940. | 1 chemise |
| 868. | 1941. | 1 chemise |
| 869. | 1943. | 1 chemise |
| 870. | 1944. | 1 chemise |
| 871. | 1945. | 1 chemise |
| 872. | 1946. | 1 chemise |
| 873. | 1947. | 1 chemise |
| 874. | 1948. | 1 chemise |
| 875. | 1949. | 1 chemise |
| 876. | 1950. | 1 chemise |
| 877. | 1956. | 1 chemise |
| 878. | 1962. | 1 cahier |
| 879. | 1968. | 1 chemise |
| 880. | 1974. | 1 chemise |
- 881-930. Comptes.
1925-1975. 18 pièces et 32 cahiers
- | | | |
|------|-------|---------|
| 881. | 1925. | 1 pièce |
| 882. | 1926. | 1 pièce |
| 883. | 1927. | 1 pièce |
| 884. | 1928. | 1 pièce |
| 885. | 1929. | 1 pièce |
| 886. | 1930. | 1 pièce |
| 887. | 1931. | 1 pièce |
| 888. | 1932. | 1 pièce |

889.	1933.	1 pièce
890.	1934.	1 pièce
891.	1935.	1 pièce
892.	1936.	1 pièce
893.	1937.	1 pièce
894.	1938.	1 pièce
895.	1939.	1 pièce
896.	1940.	1 pièce
897.	1941.	1 pièce
898.	1942.	1 pièce
899.	1943.	1 cahier
900.	1944.	1 cahier
901.	1945.	1 cahier
902.	1946.	1 cahier
903.	1947.	1 cahier
904.	1948.	1 cahier
905.	1949.	1 cahier
906.	1950.	1 cahier
907.	1951.	1 cahier
908.	1952.	1 cahier
909.	1953.	1 cahier
910.	1954.	1 cahier
911.	1955.	1 cahier
912.	1956.	1 cahier
913.	1957.	1 cahier
914.	1958.	1 cahier
915.	1959.	1 cahier
916.	1960.	1 cahier
917.	1961.	1 cahier
918.	1962.	1 cahier
919.	1964.	1 cahier
920.	1965.	1 cahier
921.	1966.	1 cahier
922.	1967.	1 cahier
923.	1968.	1 cahier
924.	1969.	1 cahier
925.	1970.	1 cahier
926.	1971.	1 cahier
927.	1972.	1 cahier
928.	1973.	1 cahier
929.	1974.	1 cahier
930.	1975.	1 cahier
931-978.	Budgets. 1926-1977.	15 pièces et 33 cahiers
931.	1926.	1 pièce
932.	1927.	1 pièce
933.	1928.	1 pièce
934.	1929.	1 pièce

935.	1930.	1 pièce
936.	1931.	1 pièce
937.	1932.	1 pièce
938.	1933.	1 pièce
939.	1934.	1 pièce
940.	1935.	1 pièce
941.	1936.	1 pièce
942.	1937.	1 pièce
943.	1938.	1 pièce
944.	1941.	1 pièce
945.	1942.	1 pièce
946.	1945.	1 cahier
947.	1946.	1 cahier
948.	1947.	1 cahier
949.	1948.	1 cahier
950.	1949.	1 cahier
951.	1950.	1 cahier
952.	1951.	1 cahier
953.	1952.	1 cahier
954.	1953.	1 cahier
955.	1954.	1 cahier
956.	1955.	1 cahier
957.	1956.	1 cahier
958.	1957.	1 cahier
959.	1958.	1 cahier
960.	1959.	1 cahier
961.	1960.	1 cahier
962.	1961.	1 cahier
963.	1962.	1 cahier
964.	1963.	1 cahier
965.	1964.	1 cahier
966.	1965.	1 cahier
967.	1966.	1 cahier
968.	1967.	1 cahier
969.	1968.	1 cahier
970.	1969.	1 cahier
971.	1970.	1 cahier
972.	1971.	1 cahier
973.	1972.	1 cahier
974.	1973.	1 cahier
975.	1974.	1 cahier
976.	1975.	1 cahier
977.	1976.	1 cahier
978.	1977.	1 cahier
979.	Relevés de l'octroi des secours. 1940-1941.	1 chemise

4. EXÉCUTION DES TÂCHES

- | | | |
|------|---|-----------|
| 980. | Formulaires de déclaration des ressources dressés dans le cadre de l'obtention de secours.
1940. | 1 chemise |
| 981. | Bordereaux des sommes payées à titre de secours.
1940-1941. | 1 chemise |
| 982. | Bordereaux des sommes payées aux femmes de militaires.
1940-1941. | 1 chemise |

XVII. RELATIONS AVEC LES CULTES RECONNUS**A. FABRIQUE D'ÉGLISE DE CHASSEPIERRE****1. PERSONNEL**

- | | | |
|------|--|-----------|
| 983. | Copie conforme d'un arrêté du préfet du département des Forêts concernant la nomination de Jean-Baptiste Delille, Jean-Baptiste Bastogne et de Gilles Lejeune aux fonctions de marguilliers.
9 août 1804 (21 thermidor an XII). | 1 pièce |
| 984. | Procès-verbal d'une séance du Conseil de Fabrique concernant le renouvellement de la grande moitié de ce Conseil.
1903. | 1 pièce |
| 985. | Tableau présentant la composition du Conseil de Fabrique et du Bureau des marguilliers.
1903. | 1 pièce |
| 986. | Expéditions conformes d'extraits du registre aux délibérations du Conseil de Fabrique concernant la rémunération du personnel d'église.
1965-1975. | 1 chemise |

2. FINANCES

- | | | |
|-----------|--|-----------------------|
| 987-1067. | Comptes.
1811-1976. | 1 pièce et 80 cahiers |
| 987. | 16 juin 1811 – 24 juin 1812. | 1 cahier |
| 988. | 24 juin 1812 – 24 juin 1813. | 1 cahier |
| 989. | 24 juin 1817 – 24 juin 1819. | 1 pièce |
| 990. | 15 janvier 1837 – 15 janvier 1840. | 1 cahier |
| 991. | 1 ^{er} février 1842 – 10 novembre 1843. | 1 cahier |
| 992. | 1 ^{er} juin 1845 – [3 mai 1846]. | 1 cahier |
| 993. | 1 ^{er} avril 1849 – 14 avril 1850. | 1 cahier |
| 994. | 1858. | 1 cahier |
| 995. | 1865. | 1 cahier |
| 996. | 1870. | 1 cahier |
| 997. | 1875. | 1 cahier |
| 998. | 1883. | 1 cahier |
| 999. | 1886. | 1 cahier |
| 1000. | 1888. | 1 cahier |

1001.	1890.	1 cahier
1002.	1891.	1 cahier
1003.	1894.	1 cahier
1004.	1895.	1 cahier
1005.	1898.	1 cahier
1006.	1903.	1 cahier
1007.	1904.	1 cahier
1008.	1907.	1 cahier
1009.	1908.	1 cahier
1010.	1909.	1 cahier
1011.	1910.	1 cahier
1012.	1911.	1 cahier
1013.	1912.	1 cahier
1014.	1913.	1 cahier
1015.	1914.	1 cahier
1016.	1915.	1 cahier
1017.	1916.	1 cahier
1018.	1917.	1 cahier
1019.	1918.	1 cahier
1020.	1920.	1 cahier
1021.	1921.	1 cahier
1022.	1922.	1 cahier
1023.	1923.	1 cahier
1024.	1924.	1 cahier
1025.	1925.	1 cahier
1026.	1927.	1 cahier
1027.	1928.	1 cahier
1028.	1929.	1 cahier
1029.	1936.	1 cahier
1030.	1937.	1 cahier
1031.	1938.	1 cahier
1032.	1939.	1 cahier
1033.	1940.	1 cahier
1034.	1942.	1 cahier
1035.	1943.	1 cahier
1036.	1944.	1 cahier
1037.	1945.	1 cahier
1038.	1946.	1 cahier
1039.	1947.	1 cahier
1040.	1948.	1 cahier
1041.	1949.	1 cahier
1042.	1950.	1 cahier
1043.	1952.	1 cahier
1044.	1953.	1 cahier
1045.	1954.	1 cahier
1046.	1955.	1 cahier
1047.	1956.	1 cahier
1048.	1957.	1 cahier

1049.	1958.	1 cahier
1050.	1959.	1 cahier
1051.	1960.	1 cahier
1052.	1961.	1 cahier
1053.	1962.	1 cahier
1054.	1963.	1 cahier
1055.	1964.	1 cahier
1056.	1965.	1 cahier
1057.	1966.	1 cahier
1058.	1967.	1 cahier
1059.	1968.	1 cahier
1060.	1969.	1 cahier
1061.	1970.	1 cahier
1062.	1971.	1 cahier
1063.	1972.	1 cahier
1064.	1973.	1 cahier
1065.	1974.	1 cahier
1066.	1975.	1 cahier
1067.	1976.	1 cahier
1068-1142.	Budgets.	
	1858-1977.	1 pièce et 74 cahiers
1068.	1858.	1 pièce
1069.	1872.	1 cahier
1070.	1873.	1 cahier
1071.	1874.	1 cahier
1072.	1884.	1 cahier
1073.	1890.	1 cahier
1074.	1891.	1 cahier
1075.	1893.	1 cahier
1076.	1894.	1 cahier
1077.	1900.	1 cahier
1078.	1901.	1 cahier
1079.	1902.	1 cahier
1080.	1903.	1 cahier
1081.	1904.	1 cahier
1082.	1905.	1 cahier
1083.	1906.	1 cahier
1084.	1907.	1 cahier
1085.	1908.	1 cahier
1086.	1910.	1 cahier
1087.	1911.	1 cahier
1088.	1912.	1 cahier
1089.	1913.	1 cahier
1090.	1914.	1 cahier
1091.	1916.	1 cahier
1092.	1917.	1 cahier
1093.	1918.	1 cahier
1094.	1920.	1 cahier

1095.	1921.	1 cahier
1096.	1922.	1 cahier
1097.	1923.	1 cahier
1098.	1924.	1 cahier
1099.	1925.	1 cahier
1100.	1926.	1 cahier
1101.	1927.	1 cahier
1102.	1928.	1 cahier
1103.	1929.	1 cahier
1104.	1930.	1 cahier
1105.	1938.	1 cahier
1106.	1939.	1 cahier
1107.	1940.	1 cahier
1108.	1941.	1 cahier
1109.	1942.	1 cahier
1110.	1943.	1 cahier
1111.	1944.	1 cahier
1112.	1945.	1 cahier
1113.	1946.	1 cahier
1114.	1947.	1 cahier
1115.	1948.	1 cahier
1116.	1949.	1 cahier
1117.	1950.	1 cahier
1118.	1951.	1 cahier
1119.	1952.	1 cahier
1120.	1954.	1 cahier
1121.	1955.	1 cahier
1122.	1956.	1 cahier
1123.	1958.	1 cahier
1124.	1959.	1 cahier
1125.	1960.	1 cahier
1126.	1961.	1 cahier
1127.	1962.	1 cahier
1128.	1963.	1 cahier
1129.	1964.	1 cahier
1130.	1965.	1 cahier
1131.	1966.	1 cahier
1132.	1967.	1 cahier
1133.	1968.	1 cahier
1134.	1969.	1 cahier
1135.	1970.	1 cahier
1136.	1971.	1 cahier
1137.	1972.	1 cahier
1138.	1973.	1 cahier
1139.	1974.	1 cahier
1140.	1975.	1 cahier
1141.	1976.	1 cahier
1142.	1977.	1 cahier

TABLE DE CONCORDANCE

N° 19-30, p. 38-39.

N° 1143, p. 34.

N° 1144, p. 37.

N° 1145, p. 64.



ISBN 978-90-5746-829-2



Illustration de couverture : extrait du relevé établi à Chassepierre le 9 mai 1920
par le bourgmestre J. Massonnet des miliciens, volontaires de carrière et déportés
Morts pour la Patrie (Archives de l'État à Arlon, *Cabinet du Gouverneur*).